

INPRECOR

Numéro 200 du 8 juillet 1985 - 12 FF - 85 FB - 4 FS

DOSSIER POLOGNE



La crise du mouvement social polonais

REPUBLIQUE DOMINICAINE
Entretien avec une délégation
du Front de la gauche dominicaine (FID)

Sommaire du numéro 200 du 8 juillet 1985

3 PHILIPPINES	La parole aux prisonniers politiques, interview de Satur Ocampo	Propos recueillis par Deb SHNOOKAL
5 —	Dans les prisons de la dictature	Deb SHNOOKAL
6 —	Visite au camp de détention de Nakar	Deb SHNOOKAL
8 DOSSIER POLOGNE	La crise du mouvement social polonais	Rédaction d'« INPRECOR » polonais
19 REPUBLIQUE DOMINICAINE	Crise du régime et unification des forces populaires, entretien avec une délégation du FID	Propos recueillis par José RAMIREZ
23 ITALIE	Le recul du PCI aux élections du 12 mai	Livio MAITAN
25 —	L'analyse de la LCR sur le référendum du 9 juin	DOCUMENT
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
	ILE DE LA REUNION : Création d'un collectif anti-apartheid. GRANDE-BRETAGNE : Campagne pour l'amnistie des mineurs grévistes. BELGIQUE : Rencontre antifasciste à Anvers. SUISSE : Congrès des JSR, priorité à l'antimilitarisme. EUROPE : Camp international de la jeunesse. GUADELOUPE : Arrestation d'un militant du MASU et du GRS.	
28 POLOGNE	Liberté pour Frasyński, Lis et Michnik	Cyril SMUGA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La parole aux prisonniers politiques

Satur Ocampo décrit l'opposition au régime de Marcos

L'ACTUALITÉ apporte parfois son lot de bonnes nouvelles. Saturnino « Satur » Ocampo, le plus ancien détenu politique des Philippines, s'est évadé. Le 5 mai dernier, il s'est enfui par une porte dérobée, alors qu'il était venu rendre visite, encadré par six militaires, au Club national de la presse, dont il avait été vice-président. Ancien dirigeant étudiant en vue avant de devenir journaliste, Satur poursuivit son combat après la proclamation de la loi martiale en 1972. Arrêté en janvier 1975 et accusé de subversion, incarcéré et torturé plusieurs mois durant, il était alors considéré comme un cadre im-

portant du Parti communiste des Philippines, clandestin. Détenu, Satur avait continué la lutte à la tête de nombreux mouvements de prisonniers politiques et œuvra pour la libération de ses camarades.

Nous publions ci-dessous une interview que Deb Shnookal a pu réaliser dans des circonstances mouvementées, alors que Satur était encore incarcéré. Nous complétons cette interview par un article de la même journaliste sur la situation des prisonniers politiques et par un récit sur sa visite à un centre de détention. ■

Deb SHNOOKAL : — Quel a été l'impact de l'assassinat de Benigno Aquino en août 1983 ? Le mouvement contre Marcos s'est-il renforcé depuis un an ?

Satur OCAMPO : — Assurément oui. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le mouvement démocratique ouvert et légal, bien qu'il y ait eu aussi intensification de la lutte armée à la campagne.

Avant l'assassinat d'Aquino, les manifestations de rue rassemblaient pour l'essentiel des travailleurs, des étudiants, ainsi que la fraction la plus radicale de l'opposition à Marcos. Mais, suite à cet assassinat, les soi-disant forces légales, qui incluent des représentants du milieu des affaires et des chrétiens, ainsi que des éléments conservateurs et modérés de la société, ont compris la vérité. Si un homme de la stature d'Aquino a été liquidé de cette façon, cela aurait pu arriver à quiconque.

Cela a donc agi comme catalyseur. Le peuple chercha un exutoire à sa haine, à sa colère contre le régime. Cela empira avec l'approfondissement de la crise économique, accompagnée d'une fuite des capitaux et de l'agitation dans le milieu des affaires. En plus, il y avait le rapatriement des devises étrangères qui avaient été investies ici ou simplement déposées dans des banques philippines.

— L'assassinat d'Aquino n'est évidemment qu'un incident de plus dans lequel le gouvernement de Marcos est impliqué. Il y a tant de cas de meurtres, de disparitions et ainsi de suite. Que représentait Aquino pour le peuple philippin ?

— Quand Aquino a été tué, certaines personnes pensèrent qu'il fut simplement une victime de plus des exactions des militaires. Mais, au cours de la réaction massive du peuple contre cet assassinat, de la manifestation de sa colère contre le régime, le meurtre d'Aquino servit à démontrer que le régime et les responsables des meurtres et des exécutions sommaires

n'épargnaient même pas l'élite de la société philippine.

— Quel serait votre bilan des élections parlementaires de mai 1984 ? (1) Il a été suggéré que Marcos s'était servi de ces élections pour présenter une façade de démocratie afin d'améliorer son image de marque devant l'opinion internationale.

— Même avant l'assassinat, le régime avait déjà besoin d'une opération politique pour améliorer son image internationale. L'élection régulière d'un point de vue formel du Parlement (« Batasan ») fut une manière pour Marcos de prouver que la démocratie fonctionnait dans le pays. A cause des revendications de l'opposition et du peuple, qui contestaient la manière antidémocratique avec laquelle le gouvernement dirigeait les affaires, Marcos fut contraint d'accorder quelques réformes électorales.

Avec l'aide du Mouvement national pour les élections libres (NAMFREL), le milieu des affaires et la Conférence des évêques, l'opposition a pu arracher quelques améliorations des règles concernant le déroulement des élections. Le fait que des militants du NAMFREL ont surveillé le déroulement du scrutin a donné un peu de crédibilité aux résultats, surtout dans l'agglomération de Manille, où le Mouvement pour une nouvelle société (KBL), le parti de Marcos, fut largement battu.

— Quelle a été la signification de la campagne de boycott de ces élections, organisée par les secteurs les plus radicaux de l'opposition à Marcos ?

— La campagne de boycott a été la manifestation du peuple, de l'opposition large à Marcos, qui ne considérait pas les élections parlementaires comme une réponse réelle à la nécessité de changement. Mais il s'est avéré que le mouvement pour le boycott a eu peu de temps pour s'organiser. Même s'il a obtenu beaucoup de soutien, il a été incapable d'aller contre le

grand enthousiasme dont a fait preuve le peuple pour se servir du scrutin pour désavouer le gouvernement Marcos.

Ces élections ont montré que beaucoup de Philippines croient encore au processus électoral comme un moyen pour se débarrasser d'un gouvernement antidémocratique. Mais Marcos s'accroche avec acharnement à l'amendement numéro 6 de la Constitution, qui l'autorise à gouverner par décret et à passer au-dessus de la volonté du Parlement, y compris en ce qui concerne les questions budgétaires. Ainsi, il devient très clair que les élections au Parlement sont complètement inefficaces pour affaiblir ou renverser la dictature de Marcos. Bien sûr, le Parlement peut servir comme chambre d'enregistrement des sentiments du peuple. Mais la possibilité d'effectuer des changements significatifs au niveau gouvernemental à travers le Parlement est très mince.

— Comment voyez-vous les changements qui sont nécessaires ?

— La bataille au Parlement y apportera sa contribution, mais je pense que le « parlement de la rue » (le mouvement de masse extra-parlementaire, ndlr.) et l'intensification de la lutte armée, constituent les éléments essentiels qui vont produire des changements dans la structure politique de notre pays.

— Selon vous, quel est le programme essentiel des réformes nécessaires aux Philippines aujourd'hui ?

— Ce que revendique le « parlement de la rue », c'est la destruction de la dictature. Mais cette question est complètement liée à celle de l'étranglement économique des Philippines par les intérêts étrangers.

Les changements politiques et économiques doivent se faire en même temps,

1. Pour une analyse de ces élections, voir l'article de Paul Petitjean, « La division de l'opposition lors des élections truquées de mai dernier », paru dans *Inprecor* numéro 178 du 23 juillet 1984.

même si la clef en est le démantèlement et la suppression de la dictature de Marcos et son remplacement par un gouvernement qui représenterait les divers secteurs de la société. Certains, comme José Diokno et Lorenzo Tanada, personnalités politiques de l'opposition, appellent cela un gouvernement de coalition. Fondamentalement, je suis favorable à ce type de gouvernement de transition.

— Quel est le degré d'unité des forces anti-Marcos aujourd'hui ?

— Par comparaison avec la période d'avant l'assassinat d'Aquino, elles sont plus unies. Mais il reste quelques clivages à l'intérieur des rangs de l'opposition, en particulier des désaccords sur la manière d'effectuer le changement, par des moyens violents ou par des moyens pacifiques. Mais je pense que ces questions peuvent être résolues au travers d'un processus de dialogue sérieux englobant toutes les forces de l'opposition.

— Quelles sont les options du gouvernement américain pour les Philippines ?

— D'après les déclarations du Département d'Etat à Washington et de l'ambassadeur des Etats-Unis aux Philippines, ils misent encore sur un rassemblement de ce qu'ils appellent « l'opposition démocratique ». Je veux préciser que quand je parle de l'opposition démocratique, je n'utilise pas la même terminologie que l'ambassade américaine pour laquelle ce terme signifie les politiciens traditionnels. Quand nous parlons de l'opposition démocratique, il s'agit des organisations populaires.

Quant aux Etats-Unis, ils essaient d'unir toutes les organisations traditionnelles de l'opposition et de creuser un fossé entre ces dernières et la gauche. Ils savent que l'influence de la gauche est profonde dans le mouvement de masse. Reste à savoir s'ils vont réussir la construction d'une opposition sans la participation de la gauche.

— Comment évaluez-vous le niveau de soutien pour le Front national démocratique (NDF), le bloc de l'opposition auquel participent la Nouvelle armée du peuple (NPA) — une guérilla dirigée par le Parti communiste des Philippines (PCP) —, et le PCP ?

— Le NDF est plus connu au niveau international qu'ici. Ici, le peuple s'identifie plus avec la NPA, qui est l'une des composantes du NDF. Mais le concept du NDF est très bien accepté, même par certains secteurs des forces politiques du

centre. Le gouvernement admet qu'il y a augmentation du nombre des combattants de la NPA et amélioration de son armement, bien qu'il essaie de minimiser ces phénomènes en disant que la situation n'est pas aussi grave qu'en 1972, ce qui n'est pas exact.

— Quel est l'effet de la militarisation de la campagne par l'armée et du regroupement forcé des communautés paysannes ?

— Il y a énormément d'abus commis par les militaires, particulièrement des exécutions sommaires (« salvaging »), des regroupements forcés de la population, de la torture. Tout cela aide à politiser les gens, les poussant contre le gouvernement Marcos. La NPA représente la seule alternative possible pour eux, car elle répond le mieux à leurs problèmes essentiels et à leurs griefs. Le gouvernement essaie de contrer la NPA, mais il n'y réussira jamais avec ses « programmes d'action civique » et ses campagnes contre-insurrectionnelles.

— On dit que la NPA organise sa propre administration dans certains territoires. A votre avis, peut-on faire la comparaison avec les zones libérées au Salvador ?

— En ce qui concerne le niveau de la lutte armée aux Philippines, il n'y a pas encore eu des cas de zones libérées. Il y a des zones qualifiées de zones de guérilla, qui comprennent des bases de guérilla relativement fortes. Une fois qu'elles seront consolidées, ces bases seront des zones libérées.

Mais même dans les zones de guérilla, il y a déjà une infrastructure administrative dans les villages, telles que les conseils de village (« barangays »). Dans certains territoires, on se sert des structures créées par le gouvernement même, dans d'autres on crée des formes alternatives. Avec l'extension géographique de la lutte armée menée par la NPA, les villages se consolident en unités autonomes avec leur propre administration et leurs propres systèmes de défense, de santé et d'éducation.

— Pouvez-vous me parler de votre cas ?

— En ce qui concerne l'accusation de rébellion lancé contre moi, je base ma défense sur le fait que la rébellion implique de prendre les armes contre le gouvernement. Or, le crime que je suis censé avoir commis aurait eu lieu à un moment où je travaillais comme journaliste, c'est-à-dire en 1972. Il n'est donc pas possible que j'aie participé à la lutte armée.

— Dans cette affaire de rébellion, vous avez été inculpé d'avoir organisé l'importation d'armes provenant d'une « puissance étrangère », vraisemblablement la République populaire de Chine.

— Dans cette affaire, où je suis accusé de « subversion » et de « rébellion »,

ils veulent prouver que je suis membre du comité central du Parti communiste des Philippines et que de la sorte je partage la responsabilité de la contrebande d'armes. Je nie les deux accusations et c'est au procureur militaire de prouver mon appartenance au comité central et ma responsabilité ou co-responsabilité dans l'importation d'armes.

— Est-il exact que José Maria Sison (2) n'a pas nié être président du PCP ?

— Il a signé une déclaration dans laquelle il dit avoir été président du PCP. Dans mon cas, j'ai refusé de signer une telle déclaration, sachant qu'elle serait utilisée contre moi au cours d'un procès.

— Lors d'un entretien avec les procureurs militaires, je les ai questionnés sur la pratique de la torture pendant les interrogatoires pour arracher des aveux. Bien sûr, ils ont nié l'existence de telles pratiques. Pouvez-vous me parler de votre propre cas ?

— Le dossier sur les tortures que j'ai subies a été soumis à Amnesty International, tandis que l'organisation philippine des droits de l'homme Task Force Detainees (TFD) lui a donné une large publicité. Suite à mes plaintes, en 1978, une enquête a été autorisée, mais elle n'a eu aucune suite, parce qu'il n'y avait aucun témoin pour confirmer mes affirmations. Evidemment, il n'y eut jamais de témoins lors des séances de torture, sauf du côté des tortionnaires.

— Quelles ont été vos conditions de détention pendant les huit ans et demi que vous avez passé en prison ?

— Pendant les neuf premiers mois après mon arrestation, je fus gardé au secret, de même que pendant cinq mois en 1980 et en 1981, car j'étais accusé d'avoir dirigé une grève de la faim des détenus.

— Pensez-vous que la tactique de la grève de la faim ait été efficace ?

— Jusqu'en 1981, elle a été efficace. La grève de la faim la plus réussie a eu lieu en novembre-décembre 1980, lorsque 133 d'entre nous se mirent en grève, dont une centaine ont été libérés par la suite. Mais, depuis, nous n'avons pas obtenu beaucoup de concessions par le moyen des grèves de la faim. L'année dernière nous avons donc changé de tactique. Les prisonniers ne la font plus seuls. En effet, à l'extérieur, les familles et les amis entreprennent eux aussi des grèves de la faim. Mais même cela n'a pas suffi à faire bouger Marcos pour qu'il relâche la plupart d'entre nous. ■

Propos recueillis par Deb SHNOOKAL,
Intercontinental Press,
New York, 10 décembre 1984.

2. Nous avons publié dans le dossier Philippines paru dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984, une interview de José Maria Sison, président du PCP, détenu par le régime Marcos depuis novembre 1977.



Dans les prisons de la dictature

LES Philippines sont à l'heure actuelle signataires de plusieurs traités internationaux sur les droits humains, y compris de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais, en pratique, le régime du président Ferdinand Marcos, qui règne sur les Philippines depuis 1965, ne respecte aucun d'eux. Il y a aujourd'hui plus de 1 000 détenus politiques dans le pays, dont la plupart n'ont jamais été jugés, et qui sont maintenus en prison grâce aux pouvoirs dictatoriaux de Marcos.

Entre 1972 et 1981, période pendant laquelle les Philippines furent soumises à la loi martiale, il y eut 70 000 arrestations et détentions politiques. Cependant, dans l'année qui suivit la levée officielle de la loi martiale, en janvier 1981, on procéda de nouveau à 1 377 arrestations. Depuis lors, leur nombre n'a cessé de croître régulièrement. En 1983, ce furent plus de 2 000 arrestations politiques. Ces chiffres proviennent

Deb SHNOOKAL

Qui sont les détenus ? Selon Armando Malay, un militant très actif pour la défense des droits humains, Marcos a pendant longtemps nié l'existence de prisonniers politiques : « Il prétendait qu'il n'y avait que des *personnes ayant troublé l'ordre public* ». Cependant, dernièrement, il a déclaré que certains détenus *étaient des prisonniers politiques, mais qu'il serait imprudent de les relâcher, car ils reprendraient immédiatement leurs "activités subversives"*. »

LA SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES

Le 31 août 1984, nous avons pu discuter avec Armando Malay au Club national de la presse à Manille, où il était venu rencontrer son gendre, Satur Ocampo, journaliste célèbre emprisonné par le régime de Marcos depuis 1976, et qui était libéré pour la journée, sur un mode ironique, afin de pouvoir faire un discours à l'occasion de la Journée de la liberté de la presse. Malay avait été le doyen des affaires étudiantes à l'Université des Philippines et fut l'un des fondateurs du KAPATID, une organisation de soutien aux prisonniers politiques et à leurs familles. Aujourd'hui, à 70 ans, il est président du KAPATID et journaliste au *Malaya*, le principal quotidien d'opposition aux Philippines.

Le KAPATID fut créé en 1978. « *Cela a commencé par une sorte de rencontre informelle de familles qui avaient des proches en prison depuis 1972, a expliqué Malay. Et c'est maintenant une association pour la libération et l'amnistie des prisonniers politiques. Mais une autre de ses fonctions consiste à venir en aide aux familles des prisonniers politiques. Elles ont vraiment besoin de cette aide, car la plupart des ces prisonniers faisaient vivre leur famille* ». En plus de ces graves problèmes économiques, beaucoup de familles, et en particulier les enfants, sont traumatisés psychologiquement. Les prison-

niers ont récemment gagné le droit pour leurs enfants de venir passer des périodes de temps avec leurs parents dans les prisons mêmes.

Malay a expliqué comment le KAPATID aborde la question des parents de détenus. « *Le KAPATID a été confronté au problème des parents qui condamnent leurs enfants parce que ces derniers leur créent des ennuis. Nous ne tentons pas aussitôt de réfuter leurs arguments, mais cherchons avant tout à les secourir. Nous leur disons que leurs enfants font cela pour leur pays. (...) Vous seriez surpris de voir, a-t-il ajouté en souriant, comment ces parents qui, au début, étaient opposés à l'engagement de leurs enfants finissent par l'approuver. Bien que la majorité d'entre eux n'afficheront pas leurs idées ouvertement, ils sympathisent avec le mouvement et essaient de nous aider dans notre objectif* ».

La torture est encore fréquemment utilisée aux Philippines aujourd'hui, particulièrement hors de Manille. Malay a expliqué : « *La torture psychologique et physique était pratiquement la règle avant qu'Amnesty International et d'autres organismes commencent à attirer l'attention*

d'une organisation de défense des droits humains, le Task Force Detainees of the Philippines (TFD), qui estime d'ailleurs qu'ils sont certainement inférieurs à la réalité, bien qu'il s'agisse des données les plus précises dont on dispose. Des enquêtes menées par Amnesty International en 1975 et 1982, ainsi que les activités de diverses organisations humanitaires philippines ont attiré l'attention sur le traitement abusif subi par des prisonniers politiques, allant des arrestations arbitraires et de la détention illégale aux disparitions et à la torture.

La réponse du président Marcos à ces rapports fut d'accuser Amnesty International d'être « *un outil des communistes* ». Cependant au cours d'une conférence mondiale pour la Paix par la loi, tenue à Manille en 1977, Marcos fut finalement forcé d'admettre qu'il y avait eu « *un certain nombre de violations des droits des détenus, à son grand regret* ». Mais, depuis, peu de choses ont changé. ■

sur ces pratiques. Si vous êtes un prisonnier politique jeune et en bonne santé, ils vous tabassent et vous font toutes sortes de tortures physiques. » Malay souligna le rôle du TFD, qui dresse des dossiers sur de nombreux cas de tortures.

Le KAPATID et d'autres organisations de droits humains mènent régulièrement des campagnes de dénonciation contre l'isolement carcéral auquel sont soumis un certain nombre de prisonniers politiques. Ce traitement est habituellement réservé aux « *soi-disant dirigeants du mouvement* », explique Malay. « *Par exemple, Jose Maria Sison fut gardé au secret pendant des années. Satur Ocampo fut mis à l'isolement après avoir dirigé une grève de la faim des détenus. Ils essaient ainsi de casser la volonté des prisonniers* ».

« *Les Nations Unies ont condamné le recours à l'isolement carcéral, fait remarquer Malay. Pourtant, aujourd'hui, il y a encore le cas des deux jeunes étudiants au Camp de Nakar.* » (voir encart).

Malay a parlé aussi du cas de Fidel Agcaoili. Agcaoili fut arrêté en 1974 et accusé de rébellion et contrebande d'armes aux côtés de Sison et Ocampo et de bien d'autres, tous supposés appartenir au

Jeunes Philippins dans les rues de Manille. (DR)



Parti communiste des Philippines et à la Nouvelle armée du peuple. En 1984, une campagne de pétition fut lancée pour la libération d'Agcaoili, qui fut à cette époque le détenu politique le plus ancien aux Philippines. La pétition signalait que même si Agcaoili était effectivement coupable de rébellion, il aurait déjà dû être libéré, vu que la peine réservée à ce délit au moment de son arrestation était de 6 à 12 ans. Mais, depuis, cet état de choses a été modifié par les décrets présidentiels 1834 et 1835, qui prévoient pour toute atteinte à la sécurité nationale (la participation à une manifestation peut entrer dans ce cadre), l'emprisonnement à vie ou la peine capitale.

DES POUVOIRS ÉTENDUS POUR MARCOS

Malay m'a expliqué que Fidel Agcaoili — qui fut finalement libéré le 24 octobre 1984 — est l'une des nombreuses victimes du système des Actes de détention préventive (PDA). Le président Marcos garde à sa disposition plus de 2000 arrêts généraux, décrets présidentiels et lettres d'instruction, qui préservent en fait la loi martiale, abolie seulement sur le papier en janvier 1981. Ce dispositif répressif contient la lettre d'instruction 1211, qui dispense de la nécessité d'un mandat d'arrêt quand « la sécurité et l'ordre public » sont menacés, définition qui

peut donner lieu à des interprétations très souples. De telles arrestations sont habituellement légalisées après coup, grâce à un Ordre de détention présidentiel (PCO) ou par un PDA qui, comme le PCO, outrepassent les pouvoirs du judiciaire. Marcos peut ainsi ordonner sans problème l'arrestation ou la détention illimitée de tout opposant. Il peut ainsi suspendre l'habeas corpus (garantie assurant le respect de la liberté individuelle) et n'a de comptes à rendre à personne pour ses actions. Cela signifie qu'une personne peut être détenue même après avoir été acquittée par un tribunal. Malay a précisé qu'il existait de nombreux cas de cette sorte. « Le tribunal militaire de cassation et le commandant en chef des forces armées (c'est-à-dire le président Marcos) doivent réviser le procès, et tant qu'ils ne l'ont pas fait, des gens comme Fidel doivent languir en prison, dix ans après leur arrestation. »

A Manille, nous nous sommes aussi entretenus avec deux permanents du TFD, sœur Mary Radcliffe et Romuelda de la Torre. Sœur Mary est une religieuse originaire de la Colombie britannique, au Canada, qui travaille à plein temps au bureau national du TFD. Le fils de Romuelda de la Torre, le père Ed de la Torre, est un prêtre très connu comme artiste et poète. Sœur Mary a expliqué comment le TFD a été mis en place après la proclamation de la loi martiale : « Des milliers de personnes furent arrêtées en masse et jetées en

prison. On ne savait pas quoi faire. On était dans la peur et la confusion. Mais après un certain temps, on s'est mis à rendre visite à ceux qui étaient dans les camps de détention. »

Le TFD fut créé en 1974 sous les auspices des Associations des supérieurs religieux majeurs des Philippines : « Les sœurs commencèrent à rendre visite aux détenus, a déclaré sœur Mary, leur transmettant des messages de leurs familles ou apportant du café ou des vêtements. Mais on s'aperçut bien vite que ce n'était pas seulement les détenus qui souffraient, mais aussi leurs familles et leurs enfants. »

BRUTALITÉS CONTRE LES PRISONNIÈRES

Sœur Mary et Romuelda de la Torre ont évoqué les problèmes spécifiques des prisonnières. Le viol, ainsi que d'autres formes de violence sexuelle sont courants. Hilda Narciso fut violée lorsqu'elle fut arrêtée, en 1983. « Elle cherche maintenant à former un groupe d'ex-détenues qui ont aussi été victimes de violences sexuelles. Elle veut prendre son cas comme exemple », explique sœur Mary, et cela afin de casser le tabou social qui continue à empêcher les femmes violées d'en parler ouvertement. Elle a contacté d'autres groupes de femmes pour qu'ils la soutiennent. Le TFD et le KAPATID ont aussi mené des campagnes spécifiques pour la libéra-

Visite au camp de détention de Nakar

En septembre 1984, Deb Shnookal a fait partie d'un groupe de personnes qui a pu rendre visite à un camp de détenus dans la ville de Lucena, où sont incarcérés des prisonniers politiques. Nous reproduisons ci-dessous le compte-rendu de cette visite.

Le camp Guillerma Nakar ne ressemble pas du tout à une prison politique. Situé dans une rue animée de Lucena City, dans la province de Quezon de l'île de Luzon, on y voit des enfants qui traversent le portail ouvert en sautillant pour pénétrer dans l'enceinte boisée du camp militaire. Peu de membres du personnel militaire portent l'uniforme. Cependant, quand nous nous y sommes rendus en septembre 1984, il y avait là dix prisonniers politiques, dont quatre femmes. Vicente Ladlad et Germiniano Gualberto, deux des prisonniers politiques qui sont censés être des dirigeants de la Nouvelle armée du peuple et du PC philippin y sont gardés au secret. Ce contraste est typique des Philippines : derrière la façade des pseudo-réformes et de la démagogie de la dictature Marcos, on découvre une extrême pauvreté et une répression politique très brutale. Ce sont la terreur et les assassinats perpétrés par des escadrons de la mort dans les campagnes, les exécutions sommaires, les disparitions, l'intimidation, les pillages et la torture, dont les responsables sont la police et les forces armées.

Nous avons parlé, de l'extérieur, à travers les barreaux, avec des détenus politiques du camp Nakar qui étaient, eux, dans leur salle commune de récréation. Ils avaient reçu la visite de leurs avocats et, cet après-midi là, Ladlad et Gualberto étaient là avec les autres. En fait, très peu de prisonniers politiques ont été condamnés comme tels aux Philippines, mais des personnes qui sont soupçonnées d'être des « subversifs » peuvent être détenues indéfiniment par décret présidentiel (voir article ci-contre).

La salle de récréation n'avait pour tout mobilier que quelques tables et quelques chaises posées sur un sol en ciment. Les détenus nous ont décrit les difficiles conditions d'existence dans le camp : surpopulation, problèmes de plomberie, allocations de nourriture insuffisantes. Les prisonniers reçoivent 6 pesos par jour pour se nourrir. Des amis et des membres de leur famille doivent faire les courses pour eux et ils préparent eux-mêmes leurs repas. Mais 6 pesos, cela suffit à peine pour un seul repas. Aussi, les amis et la famille doivent-ils compléter le régime des détenus autant qu'ils le peuvent.

LA GREVE DE LA FAIM

En décembre 1983, les détenus du camp Nakar ont entamé une grève de la faim pour dix revendications, parmi lesquelles leur libération, la levée de règlements sévères tels que la confiscation des biens personnels, et l'arrêt de l'isolement carcéral de Ladlad et Gualberto. La campagne de jeûne fut interrompue après 78 jours, car certains des détenus étaient sur le point de mourir. Ils obtinrent quelques maigres concessions.

Vicente Ladlad fut particulièrement maltraité. Ancien dirigeant étudiant âgé aujourd'hui de 34 ans, il est accusé d'être le secrétaire général de la commission du Luzon-Sud de la Nouvelle armée du peuple et président du PC de Tagalog-Sud (Luzon-Sud). Sa femme fut victime d'une exécution sommaire en 1975. Ladlad est accusé de meurtre et de violation de la loi antisubversive. Après avoir été arrêté avec Gualberto, en février 1983, il fut longtemps enfermé dans une cellule minuscule pouvant à peine contenir un lit. Il lui était interdit de sortir dans la cour pour faire des exercices. Pour lui, la fenêtre de sa cellule représentait un véritable « coin de paradis ».



lièrement dure. » A cette époque, les conditions de vie misérables en prison ont poussé les prisonniers à entreprendre des grèves de la faim.

Romuelda de la Torre, que l'on surnomme « Mère » au TFD, parlait de son fils, qui avait commencé par s'occuper de la Fédération des paysans libres. Par la suite, le père Ed de la Torre fut élu président de l'organisation Chrétiens pour la libération nationale, à sa fondation en 1972. Il fut arrêté en 1974. Romuelda donne des précisions sur cet événement : « *Bien que j'étais habituée à ce genre de choses, j'avais terriblement peur, car quand l'on est recherché par les militaires, ils n'hésitent pas à tirer. Mais, à l'époque, il n'y avait pas encore ces exécutions sommaires à une échelle de masse comme on en voit aujourd'hui. Si les militaires agissent ainsi aujourd'hui, c'est parce que les gens sont de plus en plus conscients politiquement et se battent pour leurs droits.* » Ed de la Torre passa plusieurs années en prison. A sa libération, il partit pour l'étranger, mais il revint et fut de nouveau arrêté en avril 1982, au même moment qu'Horacio « Boy » Morales, soupçonné d'être le président du Front démocratique national et qui est un transfuge du régime de Marcos.

De plus en plus de prêtres et de religieux sont victimes de la répression politique. « *Avant, on ne touchait pas aux prêtres, précise sœur Mary. Le fait qu'ils aient torturé trois prêtres, dont deux très*

grièvement, est un signe du caractère de plus en plus répressif du régime. Et, maintenant, ils se servent des PDA aussi contre les sœurs. »

Des organisations telles que le KAPATID, le TFD, le Mouvement œcuménique pour la justice et la paix, etc. travaillent ensemble pour informer l'opinion internationale des atteintes aux droits de l'homme aux Philippines aujourd'hui. Bien qu'agissant au grand jour, ces groupes sont eux-mêmes victimes de la répression politique, en particulier en province. Tous insistent sur la nécessité de la solidarité internationale.

Sur ce sujet, Armando Malay précise : « *Les médias sont utiles, mais aussi l'action des travailleurs. Par exemple, si les dockers d'Australie ou d'autres pays refusaient de charger ou de décharger des marchandises en direction ou en provenance des Philippines, ce serait une éclatante démonstration de solidarité envers nous.* » Pour sa part, Romuelda de la Torre a constaté que le peuple philippin devient de plus en plus audacieux, « *car nous prenons conscience que si nous ne luttons pas nous-mêmes, personne ne le fera à notre place. Les autres ne peuvent nous aider que si nous nous aidons nous-mêmes.* »

Deb SHNOOKAL,
Intercontinental Press,
New York, 4 mars 1985.

tion de femmes qui avaient accouché pendant leur détention.

Romuelda de la Torre décrit les terribles conditions de détention dans les prisons militaires, surtout pendant les premières années de la loi martiale : « *A cette époque, chaque prisonnier n'avait droit qu'à une allocation de 4 pesos pour sa nourriture quotidienne. (1 peso vaut 50 centimes. Cette allocation est aujourd'hui de 6 pesos, soit 3 francs.) Les prisonniers étaient approvisionnés par le personnel militaire, et ceux-ci essayaient d'économiser le plus possible. Parfois, le riz était sale et les détenus n'avaient même pas droit à du café buvable. Alors, les parents des détenus se sont organisés pour faire quelque chose. Cette période fut particu-*

Parmi les prisonniers avec lesquels nous avons parlé, il y avait Salume Crisostomo-Ujano et son mari Vitorino. J'avais rencontré le frère de Salume au KAPATID, organisation de soutien aux prisonniers et à leurs familles. Il m'avait expliqué comment sa sœur avait été arrêtée à la veille de son mariage. Elle et son mari furent gardés séparés pendant deux semaines et soumis à des tortures psychologiques. Vitorino en conserve des séquelles, notamment des hallucinations et des troubles psychologiques. Salume, qui a maintenant obtenu le droit de partager une cellule avec son mari, a fait une fausse couche en prison. En 1984, une pétition fut lancée pour exiger la libération des prisonnières, ainsi que la fin de l'isolement de Ladlad et de Gualberto.

Les prisonniers montrent aux visiteurs les peintures sur bois qu'ils font en prison. Le KAPATID les encourage à s'adonner à ce genre d'activité artisanale pour qu'ils conservent le moral. C'est cette organisation qui leur fournit le matériel. Les produits sont ensuite vendus pour récolter des fonds pour les prisonniers. Dans notre groupe, il y avait un ancien prisonnier, Mani, qui a beaucoup discuté avec les détenus. Ancien dirigeant étudiant de la ville de Lucena, il fut emprisonné pendant sept ans et horriblement torturé à l'eau et à l'électricité. Une de ses mains a été écrasée et il s'est si profondément mordu la langue qu'il a des difficultés d'élocution.

LES MILITAIRES EN ACCUSATION

Pendant que nous parlions aux prisonniers, des membres de notre groupe allèrent déposer à l'administration militaire une plainte formelle contre les forces armées de la province de Quezon, les accusant d'avoir terrorisé et assassiné des paysans dans le Luzon-Sud. Vingt-trois paysans avaient signé des déclarations mettant en cause les militaires, conscients que même s'il n'y avait aucun espoir d'obtenir une condamnation par un tribunal militaire, une révélation publique aiderait à limiter les abus. Comme nous étions assis sur l'herbe à l'extérieur de la cellule, un garde militaire reconnut Mani, l'ex-détenu, et vint vers lui d'une

façon presque amicale. Mani regarda avec un visage sans expression le soldat qui lui expliquait qu'il n'avait fait que son travail.

Cela faisait peu de temps que nous parlions avec les détenus quand les gardiens commencèrent à s'impatienter. Ils insistèrent pour que nous nous éloignions de la clôture et nous menacèrent de confisquer nos appareils et nos films si nous continuions à prendre des photos. Nous avons néanmoins continué à communiquer par signes avec les détenus, en attendant le reste du groupe. Apparemment, on avait dit aux détenus de s'éloigner de la clôture d'où ils pouvaient nous voir. Mais ils avaient le moral, et l'un d'entre eux retourna quand même à la clôture. Une détenue tourna le dos afin de nous montrer son T-shirt sur lequel était inscrit « Libérez tous les prisonniers politiques ». D'autres détenus s'amusaient à marchander avec nous sur le prix des peintures qu'ils nous avaient donné. Puis l'un d'eux suggéra que nous leur chantions une chanson. Aussi, avons-nous commencé à chanter « Ang Bayan Ko » (« Notre patrie bien-aimée »), la chanson nationaliste philippine la plus populaire. Les prisonniers nous accompagnèrent en chœur.

Les gardes, qui devenaient de plus en plus nerveux, nous dirent de partir et emmenèrent les prisonniers dans une cellule intérieure. Notre groupe continua à chanter, et quand notre chanson fut terminée, nous entendîmes des applaudissements venant de la cellule où se trouvaient les détenus. Puis, du fond de la prison, on entendit une chanson de la NPA, que nous applaudîmes à notre tour. C'en fut trop pour les gardes. On nous ordonna de partir, et les prisonniers furent reconduits dans leurs cellules respectives. La dernière image que j'ai conservée du camp Nakar fut celle d'un bras de femme courageusement passé par une ouverture dans une barrière métallique et qui s'agitait en signe d'adieu.

Deb SHNOOKAL,
Intercontinental Press,
New York, 4 mars 1985.



La crise du mouvement social polonais

LA Pologne est l'un des rares pays européens où les manifestations du 1er mai ont eu un caractère massif et combatif. Organisées à l'appel de Solidarité, elles ont regroupé plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et ce, malgré les interventions violentes de la police anti-émeute dès la formation des cortèges. Fait significatif, des manifestations ont eu lieu non seulement dans les grands bastions traditionnels du syndicat clandestin — à Varsovie 15 000 participants, à Gdansk et Gdynia 10 000, plusieurs milliers à Cracovie —, mais également dans des villes plus petites, comme Plock (3 000), Siedlce (1 500), Radom (2 000), ce qui n'est pas sans signification, si l'on tient compte de tous les coups subis par le mouvement clandestin depuis trois ans.

Parallèlement, le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qui supprime l'autogestion universitaire, se heurte à une résistance des étudiants et des intellectuels. Des meetings ont eu lieu à l'initiative des conseils d'universités dans plusieurs villes, des pétitions sont massivement signées dans le milieu universitaire. En même temps cependant la bureaucratie entreprend l'exclusion d'intellectuels oppositionnels des chaires universitaires ou de leur travail à l'Académie des Sciences, comme le montrent le cas du professeur Leszek Nowak connu par ses liens avec les travailleurs de Poznan et celui de Bronislaw Gerek, principal conseiller de Lech Walesa.

Les hausses de prix, qui ne sont pas encore toutes intervenues, provoquent des mouvements de protestation dans les entreprises. L'augmentation des prix de la viande, initialement prévue pour juin, est encore à venir. Elle surviendra après plus de trois ans de baisse du niveau de vie, la consommation des

ménages ayant diminué de 13% depuis 1980 selon les chiffres officiels. « Ici et là, le "ras-le-bol" remplace déjà le "rien à faire" comme laisse à penser la grogne sourde dans les usines et les menaces et amorces de grèves dont les ouvriers amenés au désespoir ont recommencé à se servir » — rapportait récemment le correspondant du quotidien français *le Matin* à Varsovie, l'intellectuel oppositionnel polonais Krzysztof Wolicki. De son côté, la direction clandestine (TKK) de Solidarité, se fondant sur des « propositions faites ces derniers temps par les commissions d'entreprises » du syndicat, a lancé un appel à une heure de grève nationale dès l'annonce de la hausse des prix de la viande.

A ce renouveau des tensions sociales, la dictature du général Jaruzelski répond en durcissant sa politique. Depuis 1982, peu de grèves ont permis la satisfaction des revendications ouvrières. Mais la bureaucratie se montre particulièrement inflexible aujourd'hui, comme en témoigne la longue lutte des ouvrières de l'usine « Rosa Luxembourg » de Varsovie, qui n'ont rien obtenu après un mois de mobilisation et de grèves tournantes.

Par ailleurs la répression frappe à nouveau : la condamnation de Frasnyniuk, Lis et Michnik, trois personnalités du mouvement social polonais en est le symbole (cf. article page 28). Le nombre des prisonniers politiques s'est accru de près de 200 personnes durant les cinq premiers mois de 1985. La police peut se targuer d'avoir démantelé plusieurs imprimeries clandestines durant cette période et d'avoir arrêté un certain nombre d'animateurs du mouvement clandestin. Enfin, le régime s'est montré capable de profiter de chaque hésitation de la



direction clandestine de Solidarité pour renforcer son assise et occuper le terrain laissé libre par le mouvement social.

Solidarité traverse aujourd'hui une crise de direction particulièrement grave. L'article de la rédaction d'*Inprekor* en polonais, qui est paru dans le numéro 18 du printemps 1985 de cette revue et que nous publions ci-dessous, développe largement cet aspect de la situation. Cette crise conduit à un affaiblissement organisationnel du syndicat. Dans un entretien réalisé peu avant son arrestation, Wladislaw Frasyuniuk, notant les points forts de Solidarité aujourd'hui — large circulation et multiplicité de la presse et des éditions clandestines, développement des activités de formation syndicale et de leur impact, etc. — soulignait l'affaiblissement de certains chaînons du syndicat, « qui, récemment encore, étaient son pilier principal (commissions d'entreprises et réseau d'information dans les usines) ». Cependant la situation organisationnelle du syndicat reste diversifiée : l'affaiblissement dans certains bastions,

Rédaction d'« INPREKOR » polonais

A la fin de l'année dernière et au début de celle-ci, le mouvement social a vécu deux moments difficiles, en octobre-novembre 1984, après l'assassinat du prêtre Jerzy Popieluszko, et fin février 1985, lors de la nouvelle vague d'augmentation des prix. Le régime totalitaire a contraint le mouvement à faire la preuve de ses capacités d'autodéfense face aux crimes du pouvoir et aux attaques contre le niveau de vie des travailleurs. Aucun de ces tests ne fut concluant pour Solidarité. Au contraire, il a subi des défaites qui peuvent lui coûter cher. Le régime peut ainsi fomenter de nouvelles attaques. Il menace en particulier de s'en prendre à une conquête historique élémentaire du mouvement ouvrier, la journée de huit heures. Par ailleurs, il fait tout pour annihiler ce qui subsiste des conquêtes autogestionnaires de la révolution de 1980-1981, en liquidant l'autonomie universitaire et en limitant fortement les prérogatives des conseils de travailleurs au profit des syndicats officiels. Autre type d'attaques : les modifications du code pénal et du code de procédure pénale augmentant les peines et introduisant la procédure de flagrant délit dans les affaires liées aux activités de l'opposition, ce qui ouvre la voie au règne de l'arbitraire dans la façon de qualifier les délits. Les prisons se remplissent à nouveau, en premier lieu des militants syndicaux et oppositionnels les plus en vue. C'est ce dont témoigne le procès de Wladyslaw Frasyuniuk, de Bogdan Lis et d'Adam Michnick, accusés, oh ironie, d'avoir appelé à une grève à laquelle leurs camarades ont finalement renoncé.

Le régime est parvenu à acculer le mouvement social dans une position difficile, sans pour autant engendrer des luttes en réaction. Solidarité donne de plus en plus de preuves d'inertie et d'incapacité, ce qui augure mal de son propre instinct d'autopréservation. Cette situation extrêmement inquiétante est avant tout le fruit de la longue et grave crise de direction du mouvement social, qui s'est à nouveau manifestée avec force lors des deux tests susmentionnés. Il est évident que si le mouvement s'égare, c'est que sa direction l'y a entraîné. Nous pensons depuis longtemps, et nous l'avons clairement dit dans nos colonnes, que cette crise de direction est l'expression d'une crise de l'orienta-

tion stratégique, et donc aussi programmatique du mouvement. Dans le passé, nous avions considéré que la déclaration programmatique de janvier 1983 de la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK, direction clandestine), intitulée Solidarité aujourd'hui, traduisait de manière positive la tentative d'une partie de la direction de dépasser cette crise. A notre avis, la réussite du boycott des élections régionales en juin 1984 et l'obtention d'une large amnistie en juillet de la même année constituèrent d'importants succès du mouvement social. Mais les progrès dans la lutte que tout cela impliquait n'ont pas été mis à profit. Au lieu de se développer, le potentiel que continue à représenter le mouvement social se voit dispersé. Il disparaît même durant des périodes entières dans certains secteurs, s'épuise dans des actions inefficaces et, dit en d'autres termes, il s'affaiblit. Il est donc temps de sonner l'alarme.

LA MORT DE POPIELUSZKO

Face à la montée brutale des tensions sociales provoquées par l'enlèvement et l'assassinat du prêtre Popieluszko par des agents de la police politique le 19 octobre 1984, la direction de Solidarité a réagi de manière symptomatique par l'apaisement de l'effervescence sociale. Le rôle que joua Lech Walesa s'est avéré déterminant. La TKK a alors brillé par son absence politique. Rappelons la fameuse déclaration de Walesa, le 28 octobre 1984 dans l'église St. Brigitte de Gdansk : « *Quelqu'un nous a fait une saloperie, à nous tous, depuis le Premier ministre jusqu'à l'homme de la rue. Et ce quelqu'un voudrait qu'on se transforme sans réfléchir en chair à canon, (...) pour permettre des changements dans le gouvernement. (...) Nous ne permettrons pas qu'on nous manipule et nous ne nous mêlerons pas aux luttes pour le pouvoir, car nous n'avons jamais voulu le prendre.* » Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agissait alors, comme l'a fort justement dit un technicien du bâtiment, de Gdansk, dans la presse clandestine : « *Je ne comprends pas du tout pourquoi nous devrions rester tranquilles et par là-même défendre Jaruzelski contre ses adversaires fractionnels, ceux qui, comme le suggère le gouvernement, ont provoqué l'affaire afin de vider le général du siège qu'il oc-*

cupe. S'ils avaient utilisé une autre provocation et noyé Urban ou, à l'opposé, Siwak, ça aurait été leur affaire. Les bandits qui luttent pour le pouvoir s'éliminent souvent mutuellement. Mais là, ils ont assassiné l'un d'entre nous. » (1) Et comme le ressentiaient spontanément les masses, cet assassinat, qui n'était pas le premier, prouvait la nécessité d'agir énergiquement, non plus seulement contre la répression en général, mais aussi contre les assassinats politiques frappant le mouvement social. « *Le silence doit régner durant l'enterrement, un silence plein de deuil et d'espoir, disait alors Walesa. Nous y serons tous et nous espérons que tous ceux qui aspirent au dialogue y seront également. Que le silence ouvre la voie au dialogue.* » Il ne l'a pas ouvert, bien entendu.

Malheureusement, les directions régionales de Solidarité ont repris cet appel de Walesa. Par exemple, le Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie appela, le 30 octobre 1984, « *ses membres et toute la population de Basse-Silésie à accroître la discipline syndicale et à serrer les rangs autour du président de notre syndicat, Lech Walesa, autour de la direction nationale et régionale* ». Et les seules propositions d'action qu'il présenta furent « *d'aider* » le Comité social de défense contre la violence, en voie de constitution, et « *d'assurer la protection des personnes pouvant être en danger* », ainsi que « *de propager dans la presse et dans les éditions les exemples appropriés d'attitude sociale vis-à-vis de l'appareil de sécurité* » (2).

Vu l'absence de toute initiative de la part de la direction syndicale, des appels en faveur d'actions symboliques commencèrent à se répandre, tel celui de « *changer le nom de la place de la Commune de Paris en place Jerzy Popieluszko* », ou d'ériger un monument en pierre devant l'église St. Stanislaw Kostka, comme le proposa l'entente syndicale interentreprises « *Unia* » de Varsovie (3).

1. « *Solidarnosc* » (Gdansk) numéro 18/120 du 15 novembre 1984. Jerzy Urban, ministre, porte-parole du gouvernement, est lié à Jaruzelski. Albin Siwak, membre du bureau politique du POUP, est le porte-parole de la fraction néo-stalinienne de l'appareil, dite « *le béton* ».

2. « *Z Dnia na Dzień* » (Wroclaw) numéro 38/340 du 11-17 novembre 1984.

3. « *Wolna Trybuna* » (Varsovie) numéro 30 du 7 novembre 1984.

Voyons quelle fut alors l'analyse de la situation politique effectuée par les milieux proches de la direction de Solidarité. Celle de Jacek Kuron peut servir ici d'exemple. Fin novembre, il admit pour probable qu'une fraction du pouvoir disposant d'une influence dans la police politique se trouvait derrière le crime, et que cet assassinat avait été perpétré afin d'imposer une politique plus répressive. Nous pensons aussi que ce crime était la manifestation de luttes fractionnelles. Dans sa polémique avec Kuron, Jan Litynski, membre de la direction régionale de Varsovie de Solidarité depuis 1985, a mis en question l'utilité d'analyses de ce type, pour des raisons éthiques et parce qu'elles ne nous apportent rien.

Tout dépend cependant de ce qu'expriment de telles analyses et de ce à quoi elles sont censées servir, du point de vue de l'action politique. Si elles « sont l'expression de la soumission, une manière de faire endosser son impuissance à la société dans son ensemble », si elles servent à voiler le fait que la responsabilité de ce crime incombe au régime dans son ensemble, et si elles servent à répandre à nouveau le mythe des « libéraux », comme l'a suggéré Litynski, alors il avait bien évidemment raison. « Dans un gang, écrivait-il fort justement, il peut y avoir des divergences sur le fait de savoir s'il faut liquider l'ennemi ou s'il vaut mieux l'acheter ou encore lui faire peur. Mais il n'y a aucune raison pour que le peuple soutienne une composante plutôt qu'une autre. » (4)

Mais une telle analyse peut et doit servir à connaître les contradictions existant au sein du régime, le degré de cohésion ou de désintégration de ses rangs, ses points forts et ses faiblesses, et donc à apprécier le rapport des forces entre le régime et le mouvement social, et à élaborer une tactique permettant à ce dernier de modifier ce rapport en sa faveur, de manière radicale ou juste un peu, selon les circonstances et les possibilités. Il faut cependant se garder d'illusions du type : s'ils se battent, laissons-les s'entre-tuer et restons en dehors de l'affaire. Ou encore de l'illusion, exprimée par Kuron, lorsqu'il écrit : si « l'appareil policier, qui n'est soumis à personne, est non seulement sûr de son impunité mais tellement assuré de sa domination qu'il a agi seul, sans aucune décision du sommet », et Kuron souligne qu'une telle hypothèse était peu probable, bien qu'il fût impossible de l'écarter totalement, alors « cela signifiait en fait qu'il n'y avait plus de pouvoir dans ce pays. » Mais si tel était le statut de l'appareil policier, cela signifierait que le pouvoir a un caractère de dictature policière et non qu'il n'existe pas. Il est vrai que Kuron a une conception surprenante de ce qu'est et de ce que peut être le pouvoir.

Kuron considère que Jaruzelski, en arrêtant les auteurs du meurtre, « a définitivement provoqué l'hostilité de ses adversaires dans l'appareil, à savoir sa police et ceux qui se cachent derrière elle. Il a deux solutions : soit reculer et tenter de trouver un accord avec ses adversaires au sein de l'appareil du pouvoir, ce qui n'est

plus possible et ce pourquoi il est déjà trop tard, ou bien chercher à s'entendre avec la société » (5). En ce qui concerne cette deuxième solution, Kuron explique que « pour l'auteur du 13 décembre (Jaruzelski, ndlr.), elle est très difficile, voire impossible ». Mais, dans une interview à l'AFP, il apprécie la situation de la manière suivante : si Jaruzelski « continue à mettre de l'ordre dans ses propres rangs, il devra s'entendre avec la société » (6). En lisant de telles explications, qui influencent la politique de la direction du mouvement social, on s'arrache les cheveux. Toute cette « seconde solution » est une pure vue de l'esprit, car ni l'appareil du pouvoir totalitaire dans son ensemble ni sa fraction dominante à un moment donné n'accepteront une quelconque « entente avec la société », pour la seule raison que le régime est déchiré par ses contradictions internes. Il peut accepter un compromis tactique avec le mouvement social, si ce dernier l'accule à le faire, mais cela ne pourrait arriver que dans une situation au moins pré-révolutionnaire.

4. « Tygodnik Mazowsze » (Varsovie) numéro 110 du 13 décembre 1984. Jan Litynski est un ancien membre du KOR, rédacteur du bulletin « Robotnik » (l'Ouvrier), puis expert de Solidarité. En 1985, il a intégré la direction clandestine du syndicat pour la région de Varsovie.

5. « Tygodnik Mazowsze » numéro 107 du 22 novembre 1984.

6. Libération (Paris) du 1-2 décembre 1984.

En défense de la démocratie syndicale

Nous publions ci-dessous un article rédigé sous le pseudonyme d'Oskar par le président de la Commission provisoire de coordination des mines de charbons (TKKG) du syndicat Solidarité de la région de Haute Silésie. Ce texte a été publié dans le numéro de mars 1985 de « Glosno », le mensuel édité par cette structure.

On voit habituellement surgir au sein du mouvement syndical de petits groupes dirigeants caractérisés par leur cohésion, qui se séparent de la masse des militants et qui ne sont plus soumis à son contrôle. Il en est ainsi, car au sein d'un syndicat, comme de toute organisation de masse, la division du travail est une nécessité. Dans ce cadre, certaines fonctions assurent une plus grande participation aux décisions, un meilleur accès à l'information, des contacts plus larges avec les gens, bref une influence plus grande. Cette division des tâches a tendance à se perpétuer, car de trop fréquents changements dans les fonctions-clés iraient à l'encontre de l'efficacité du travail.

L'apparition de groupes dirigeants agissant de manière non démocratique est aussi favorisée par le fait que certains responsables essaient de se rendre indispensables, de concentrer toutes les décisions concernant la région entre leurs mains ou celles d'un petit groupe de personnes de confiance. Le fait que les militants aient une influence limitée

sur les décisions prises, et le manque de démocratie peuvent conduire à une situation, où les dirigeants agissent dans le sens de leurs propres intérêts et non de ceux des militants qui les ont élus.

Mais cela n'est pas forcément la règle. Le groupe dirigeant du syndicat peut être obligé d'agir efficacement en défense de l'intérêt de ses membres, ne serait-ce que parce que, sans cela, ces derniers risquent de quitter le syndicat.

Dans notre région aussi, on a constaté une tendance à l'apparition d'un groupe dirigeant coupé de la base. Mais Solidarité peut surmonter de telles tendances, grâce à une situation exceptionnelle : les gens qui s'occupent de l'analyse et de la critique du mouvement syndical, qui ailleurs sont extérieurs au mouvement, sont ici membres de Solidarité et peuvent intervenir pour que les débats sur les problèmes essentiels se déroulent dans le meilleur climat possible. Et tant qu'une telle discussion aura lieu à l'intérieur du syndicat, ce dernier gardera son caractère démocratique.

Il n'est toutefois pas inutile de rappeler les conditions essentielles du maintien de la démocratie syndicale, telle que le droit à la critique de toute instance, la liberté d'action et donc de réaction à toute tentative de censure de la presse indépendante clandestine, et enfin la garantie de la possibilité, et non seulement du droit, de créer divers regroupements et oppositions au sein du syndicat à la condition d'en respecter les statuts.

Que fallait-il donc faire, selon Kuron, au vu de cette analyse politique naïve et erronée ? Etant donné que Jaruzelski avait entamé la lutte contre son appareil — on a pu voir très rapidement à quoi ressemblait cette prétendue lutte, elle aussi imaginaire —, il fallait faire pression sur le pouvoir, de façon à ne pas l'amener à recourir à la terreur, mais à « l'obliger à concéder quelque chose à la société ». Et Kuron affirmait : « *Tout ce qui s'est passé jusqu'à maintenant était une forme de pression : la participation massive aux messes, aux veillées nocturnes, l'immense mobilisation sociale, l'enterrement lui-même. (...) Dans cette ambiance de sérieux, de recueillement, de prière, il y avait une claire démonstration de la volonté sociale.* » (7) Mais ce que Kuron ne dit pas, c'est que cette mobilisation et cette détermination des masses se sont avérées une fois de plus inefficaces et que le potentiel a été gaspillé. La seule chose que le pouvoir ait « concédé », c'est un procès-spectacle des exécutants directs du meurtre de Popieluszko, autrement dit rien du tout.

Comme le sait l'épiscopat, et tout particulièrement sa direction, le primat Glemp a pesé de tout son poids pour régler l'affaire du meurtre de Popieluszko, en préservant le régime et en freinant avec énergie la montée de la tension sociale. Cette attitude de l'épiscopat ne lui a d'ailleurs valu aucune reconnaissance. Bien au contraire, elle a enhardi la dictature, qui n'a pas tardé à renforcer les attaques contre l'Eglise. On sait également quelle réaction cette attitude a provoqué

au sein de la masse des croyants : on observe une très forte baisse de l'autorité du primat et de l'épiscopat. En appelant au calme, Walesa a trouvé un allié et un appui dans la hiérarchie ecclésiastique. Mais, en exprimant sa confiance au primat et en affirmant que « *l'Eglise garantit une direction à la nation dans les moments cruciaux* », il a en outre choisi ce moment précis pour aller à l'encontre du sentiment dominant des masses. Il serait difficile de trouver une expression plus claire de la crise, voire de la démission de la direction de Solidarité que ces mots d'un dirigeant syndical prêt à offrir la direction du mouvement social à la hiérarchie ecclésiastique ! Kuron a rejoint cette orientation opportuniste, en appuyant Walesa : « *En Pologne, l'Eglise c'est toute la nation* », expliquait-il dans l'interview donnée à l'AFP. Ou encore, « *l'épiscopat, c'est la plus haute autorité du pays* ». Lorsque la direction du mouvement social perd son autorité, elle doit tout faire pour la retrouver, et non l'offrir à une autre institution en se cachant derrière elle.

« NE RACONTEZ PAS DE SORNETTES »

Si on en juge sur la base de certains articles de la presse clandestine, nombre de militants ne se sont pas laissés convaincre que la réduction des tensions sociales — par le biais d'appels au calme ou par l'affirmation que la pression sociale l'avait déjà emporté — puisse déboucher sur quelque chose. Une partie de la presse

clandestine a rendu compte des manifestations de mécontentement face à l'attitude de la direction de Solidarité, des critiques parfois violentes et de la frustration engendrée. Le sondage effectué par la rédaction de *Solidarnosc* de Gdansk fut, de ce point de vue, explicite. En voici quelques réponses. Un soudeur affirme ceci : « *Jaruzelski et ses compères, ce sont des criminels, d'accord, mais nous sommes nous-mêmes responsables de la mort de Popieluszko. Comment avons-nous réagi aux précédents enlèvements de militants syndicaux ? Nous nous sommes terrés. (...) L'absence d'une réaction sociale décidée a tellement enhardi le pouvoir qu'il a levé la main sur un prêtre. Il est temps de prendre conscience que chacun de nous peut être le suivant.* » Une employée : « *Les appels venant de toutes parts pour qu'on "se réconcilie autour du cercueil du père Jerzy" sont pour moi inadmissibles. Il n'y a pas de compromis avec le Mal. Le fait que de telles propositions sortent aussi des bouches de certains représentants de l'Eglise me heurte. Car c'est une chose de pardonner aux coupables selon la morale chrétienne (des coupables qui, entre parenthèses, n'ont pas manifesté ne serait-ce que l'ombre d'un regret). C'en est une autre que d'appeler à s'asseoir à la même table que les assassins.* » Pour une institutrice : « *Les nombreux appels du président du syndicat à conserver le calme ont fait plus de mal que de bien. Car, ainsi, Walesa a bloqué*

7. « *Tygodnik Mazowsze* » numéro 107.

Parler à haute voix d'opposition interne au syndicat est aux yeux de beaucoup synonyme de manque de tact. Pourtant, une telle opposition existe dans la réalité, et ceci depuis la création de notre syndicat. Preuve en sont les voix critiques qui s'élèvent contre les décisions et la manière d'agir des directions régionales, dans les entreprises ou au niveau national, ou encore l'aspiration à mettre en oeuvre ses propres conceptions, à prendre des responsabilités dans tel ou tel domaine de l'activité syndicale, ou à convaincre les autres de la validité d'une opinion donnée. Ce type d'attitude s'appuie parfois sur des ambitions personnelles ou sur des divergences d'opinion ou d'idéologie ou sur l'une et l'autre à la fois. L'important est que cela se passe ouvertement, car si les divergences restent en champ clos, cela augmente d'autant les risques de manipulation et de violation des statuts. En revanche, une lutte au grand jour faisant apparaître les différentes tendances et orientations dans le syndicat force ses membres à se prononcer à leur propos en connaissance de cause.

Là-dessus les avis sont partagés. Certains affirment que le manque de démocratie dans le fonctionnement du syndicat constitue un danger mortel dans la situation actuelle. D'autres prétendent que c'est le mécontentement des militants, voire des dirigeants qui met le syndicat en danger. A mon avis, ce mécontentement et les conflits qui en découlent sont une preuve de la force et de la vitalité du syndicat. Qui pourra croire sincèrement que les tensions internes sont un danger pour Solidarité ? Elles sont au contraire une condition de la démocratie car elles stimulent une attitude critique à l'égard des objectifs et des moyens d'actions. Il y a parmi nous des gens d'opinions diverses, aussi l'uniformité, le calme et l'absence de conflits ne pourraient être obtenus qu'en gommant les divergences réelles, qu'en transformant le syndicat en une société d'adulation mutuelle.

Lorsqu'on analyse les divers conflits internes au syndicat, on peut être tenté d'adopter le point de vue d'une des parties, par exemple celui des cadres intermédiaires ou celui des dirigeants régionaux. Or, comme j'ai pu m'en convaincre personnellement, des violations de statuts ont lieu à tous les échelons du syndicat, depuis le niveau de l'entreprise jusqu'à la TKK. Adopter le point de vue des cadres intermédiaires peut conduire à exagérer le radicalisme des masses syndicales. C'est compréhensible chez les dirigeants régionaux qui font état de ce radicalisme pour renforcer leur position aussi bien face à la TKK que face à leurs « protecteurs ». De plus, leur popularité s'accroît lorsqu'ils s'appuient sur les opinions de la minorité la plus active, qui est en général la plus radicale. Pourtant les résultats des sondages auxquels j'ai pu avoir accès sont loin de démontrer le radicalisme des membres de Solidarité. Ils témoignent plutôt que ces derniers attendent (de leur direction, ndlr.) à la fois une attitude inflexible vis-à-vis du pouvoir et une capacité à passer des compromis. Si donc on abandonne le point de vue des militants régionaux mécontents et si l'on accepte l'existence de divergences engendrant des conflits et des tensions au sein du syndicat, si on accepte les structures clandestines indépendantes déjà existantes et la possibilité d'en créer de nouvelles, tout aussi autonomes, il apparaîtra que la situation actuelle du syndicat n'est pas si mauvaise. Peut-être que la situation la meilleure est celle qui ne satisfait personne au premier coup d'oeil, les « militants turbulents », la « direction régionale dictatoriale », la « TKK silencieuse », tout ceci étant ce qui permet de concilier l'efficacité du syndicat dans l'action avec son caractère démocratique. ■

Oskar,

« *Glosno* » (« *A haute voix* ») numéro 32, mars 1985.



Lech Wałęsa a reçu le prix Nobel de la paix en 1983. (DR)

de nombreuses initiatives spontanées, comme les meetings étudiants de protestation (il y avait eu un précédent à l'université de Varsovie, que le pouvoir, d'abord désorienté, avait dû tolérer), les assemblées générales dans les entreprises organisées par les conseils d'autogestion, etc. » (8) On peut aussi ajouter à cette liste les grèves, comme celle qui se préparait à l'aciérie Huta Warszawa, et qui fut finalement stoppée à la suite de multiples interventions.

Dans ce même journal de Gdansk, on pouvait lire que « la riposte organisée de la société après la mort du prêtre fut peu énergique, bien que l'indignation fut à son comble. Cette indignation n'a pas été mise à profit de manière à faire comprendre au pouvoir, une fois pour toutes, qu'un tel acte ne paie pas. Le seul signal un peu sérieux, la seule mise en garde, ont eu lieu à Gdansk. Le 6 novembre, à l'appel de la Commission régionale de coordination (RKK), des arrêts de travail de 15 minutes ont eu lieu, notamment au port du Nord, dans certains secteurs du chantier naval de Gdansk, au chantier naval de réparation de Gdansk. (...) Par ailleurs, des contradictions ont vu le jour : Wałęsa a appelé au calme, Gwiazda et Walentynowicz ont appelé à une grève, la RKK à un arrêt de 15 minutes, quant à la TKK, elle n'a pas eu le temps de se réunir après l'annonce de la mort de Popieluszko. Il y eut une désorganisation à propos de laquelle on est en droit de se demander si nos dirigeants sont prêts à résoudre ensemble les problèmes à venir. Plusieurs luttes s'annoncent : sur le maintien du temps de travail ac-

tuel, sur l'autogestion, sur la hausse des salaires en fonction des hausses de prix à venir, etc. Est-ce que Lech a une position claire et réfléchie sur ces questions ? Est-ce que la TKK sera capable de prévoir les événements, ou du moins de se réunir à temps ? En tout cas, les messes "pour le repos de l'âme" ou "pour la patrie" ne suffiront pas, d'autant que pour beaucoup de personnes, elles commencent à devenir une routine remplaçant toute activité concrète. »

Le même journal poursuit ainsi : « Grâce à l'inconséquence du syndicat et aux appels au calme qui relâchent la tension sociale, c'est Jaruzelski qui a tiré profit de cette mort tragique. (...) C'est ainsi que le système se sort d'une situation difficile qu'il a lui-même provoquée, sans une égratignure. Et ceci, contrairement à la société, qui a encaissé un choc grave et frustrant sans se préparer en vue du suivant. » (9)

De son côté, Wyzwolenie, (Libération), journal ouvrier de Varsovie, écrivait à propos de la manifestation à laquelle l'enterrement du prêtre assassiné a donné lieu : « Cette foule n'était pas une masse anonyme et sans volonté. Cette foule savait pourquoi elle s'était rassemblée et quelles convictions elle entendait manifester par sa présence. C'est pour cela que le silence a répondu au prêche du primat exprimant une fois de plus sa conviction que les Polonais se retrouveraient autour d'une table pour un véritable dialogue, dialogue que l'Eglise a toujours souhaité et auquel elle n'a cessé d'appeler. Une quinzaine de minutes plus tard, cette même foule interrompait Wałęsa par les cris de

"Solidarité, Solidarité" et prêtait serment de fidélité. Le pouvoir a compris l'ambiance et les convictions de cette foule mieux que certains dirigeants et experts de l'opposition. La milice fut retirée et placée à la périphérie du quartier. Les Zomo n'intervinrent pas, même lorsqu'une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes atteignit le centre de Varsovie. C'est là que les manifestants se dispersèrent. On ne leur avait pas dit comment ni pourquoi lutter. Cela ne fut dit ni par Lech Wałęsa ni par la TKK. Tous avaient peur d'une "provocation" imaginaire. Ils n'ont pas compris que le seul moyen d'éviter la provocation consistait à réunifier les structures syndicales éparses en les faisant s'appuyer sur l'activité des masses. (...)

« Le lendemain, tout était rentré dans l'ordre. Les directeurs des grandes entreprises signalaient des accords avec des "syndicalistes - représentants des travailleurs" que personne ne connaissait. Le vice-Premier ministre Mieczyslaw Rakowski déclarait que, bien que les membres du gouvernement traversaient une période difficile, Solidarité était et ne serait jamais un interlocuteur pour eux. Rakowski savait très bien que sous peu, ce serait le pouvoir qui distribuerait les cartes. Les divergences et les divisions au sein de l'appareil du pouvoir ont été habilement mises en évidence en sachant que même certains dirigeants oppositionnels se laisseraient avoir par cette manœuvre et appelleraient à une limitation des activités pour faciliter la lutte de Jaruzelski contre les partisans des méthodes extrêmes et de la ligne dure. Cela a permis à l'appareil de minimiser les pertes sociales causées par ce crime. Un voile fut jeté sur les autres meurtres et délits, depuis l'assassinat en 1977 à Cracovie de l'étudiant Stanislaw Pyjas jusqu'à l'assassinat, en 1984, du paysan Piotr Bartoszcze. Les trois assassins du prêtre Popieluszko ont été présentés comme des brebis galeuses se trouvant par hasard dans le milieu sain de la milice et de la sécurité.

« L'ordre est revenu sur l'échiquier. D'un côté, le groupe compact de figures et de pions représentant le pouvoir, de l'autre quelques pions isolés, sous l'habit des Comités de défense de la loi et de la légalité. Le pouvoir est parvenu à ses fins. Il a de nouveau face à lui un petit groupe "d'oppositionnels publics", groupuscule qu'il est facile de contrôler et de freiner. Le fait que "l'opposition publique" aspirait elle-même à une telle issue du combat ne change rien à l'affaire. » (10)

Enfin, dans l'aciérie « Lénine » de Nowa Huta, le service d'information de la Commission ouvrière clandestine affirme que, « paralysés par les appels au calme, appels de l'épiscopat et de Wałęsa, nous sommes devenus incapables de protester ». Il pose la question : « Quand cesserons-nous enfin d'avoir peur du mot "provocation", qui nous paralyse si efficacement et qui

8. « Solidarnosc » numéro 18/120.

9. Ibid.

10. « Wyzwolenie » (Varsovie) numéro 3 de décembre 1984.

détruit en nous l'instinct d'autodéfense ? » Et, plus loin : « Nous devons nous montrer un peu moins dociles pour rompre la série des meurtres impunis, "pour qu'on meure debout plutôt que de vivre à genoux" comme nous aimons à le dire en chantant, mais seulement en chantant. Seul Gdansk, le 21 octobre (manifestation devant le monument de commémoration de décembre 1970) et Wrocław, traditionnellement combatif, ont osé protester. Mais, dès le 28 octobre, ceux qui ont de l'autorité à Gdansk, appelaient au calme. Le 25 octobre, après la messe traditionnelle dans l'église de Mistrzejowice, les appels à une manifestation vers l'Arche ont été considérés comme une provocation. Il en fut de même à Varsovie le 28 octobre, après la messe à Zoliborz, lorsqu'un groupe important de la jeunesse de Nowa Huta tenta de manifester plus énergiquement ses sentiments. L'absence d'une décision calculée et prise à froid est elle une raison pour paralyser la spontanéité ? Les initiatives tardives et plus apparentes que réelles de certains dirigeants de Nowa Huta (sondages au sujet d'une grève symbolique dans l'aciérie sans qu'elle soit dirigée !!), ne remplaceront pas le manque d'organisation et de liaisons efficaces qui sont toujours très artisanales. Quelqu'un m'expliquera peut-être pourquoi rien ne s'opposait à l'appel à une manifestation, le 17 juin 1984, (date des élections locales boycottées par Solidarité, nldr.) et pourquoi c'était impossible aujourd'hui. Quand finirons-nous par admettre et par dire à haute voix que nos structures sont incapables de réagir de manière rapide et organisée, et que même la prière la plus ardente ne pourra pas compenser une telle carence ? Si nous avons pris la décision de lutter, luttons en étant conscients qu'on lutte pour vaincre, et qu'il n'y a pas de lutte sans pertes. Il y aura des pertes. Ce dont il faut se préoccuper, c'est qu'elles ne soient pas inutiles. Si nous avons accepté de diriger cette lutte, dirigeons-la sans avoir peur du poids des responsabilités quant aux décisions prises, sans cela, nous serons condamnés à rester dans le désespoir et dans l'attente du miracle. » (11)

La critique la plus virulente de l'attitude de la direction de Solidarité après l'assassinat de Popieluszko fut publiée dans *Hutnik*, également édité dans l'aciérie « Lénine », où l'on peut lire : « Exhiber sa souffrance et tirer profit de son martyre n'a rien à voir avec une action syndicale. Pas plus que de se cacher sous les soutanes du clergé et de raconter des sornettes au sujet de la force des structures syndicales à l'ombre des sacristies. Montrez-nous donc, Messieurs, que ces structures existent par leur activité et qu'elles s'appuient sur votre travail. Que le militant de base sente ce travail du sommet. Qu'il puisse voir et sentir que cette structure n'est pas un corps astral mais un fragment du syndicat Solidarité. (...) Nous, syndicalistes de la base, nous vous regardons, vous les dirigeants, et nous attendons en faisant telle ou telle chose. Nous espérons que la confiance que nous vous avons manifestée durant

l'activité légale de Solidarité ne sera pas trompée. Il n'est peut-être pas encore trop tard. Il est toutefois grand temps de quitter les rangs des anciens combattants, de vous mettre sérieusement au travail et aussi à la réflexion. Et si quelqu'un n'en a pas envie, tant pis pour lui. Chaque organisation a ses vaches sacrées. Solidarité ne fait sans doute pas exception à cette règle. » (12)

LE 28 FÉVRIER 1985 : UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIERE

Après l'appel à une grève d'un quart d'heure pour le 28 février 1985, ce n'était pas l'euphorie dans les entreprises. D'abord, les travailleurs avaient conscience qu'une telle action n'a qu'une dimension symbolique, qu'elle ne peut pas conduire à un changement de la politique gouvernementale. Ils craignaient également la répression qui s'ensuivrait, ce type de grève facilitant le travail de la police politique pour arrêter les militants. Enfin, et ce n'était pas là l'élément le plus important, l'appel à la grève fut une surprise pour tous et les travailleurs craignaient que ce ne soit pas un succès. « La décision de faire la grève fut tout d'abord accueillie avec scepticisme par les militants : qui verra qu'elle a lieu ? Qu'est-ce que cela donnera ? Est-ce que ce sera efficace ? », lit-on dans le commentaire du Conseil interentreprises de Solidarité de Poznan, bien que les auteurs ajoutent qu'« avec le temps, la disposition à protester augmentait » (13). En était-il de même dans toutes les entreprises du pays ? Certainement pas !

Il n'en reste pas moins que la tension monta avant le 28 février dans une série de grandes et de plus petites entreprises, et qu'il y eut des actions plus ou moins importantes dans une série d'entre elles, malgré l'annulation du mot d'ordre de grève. Il en fut ainsi notamment dans un

atelier de l'usine « Rosa Luxemburg » à Varsovie, à l'aciérie Huta Warszawa (un quart des travailleurs des ateliers W-47 et W-48), à Ursus (la forge, une partie des travailleurs du service de l'outillage et du secteur ZPT), à FSO (dans les unités numéros 5 et 7, ce à quoi on peut ajouter la coupure de courant dans l'usine numéro 6, où la majorité des travailleurs sont des soldats), etc. A « Rosa Luxemburg », la courte grève fut le début d'une lutte plus longue pour une augmentation des salaires de 2 000 et 3 000 zlotys.

Mais, somme toute, les actions furent peu nombreuses et, dans certaines régions, comme par exemple la Haute-Silésie, il n'y en eut pas du tout. En outre, là où des grèves eurent lieu, elles ne touchèrent qu'une partie des travailleurs dans certains ateliers, et souvent une partie seulement des ouvriers des ateliers touchés par la grève. Est-ce qu'il en fut ainsi à cause de l'annulation du mot d'ordre de grève par Walesa et Bujak ? Ou cela témoignait-il d'une perte de confiance de secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière envers la direction de Solidarité et d'un scepticisme croissant envers les formes d'action généralement inefficaces proposées par cette direction ? Les deux facteurs ont sans doute pesé.

La direction de Solidarité attribuait une portée non négligeable à la grève du 28 février, bien qu'elle devait être plus que limitée et uniquement symbolique. Elle devait, paraît-il, néanmoins conduire à un changement de la politique gouvernementale, voire permettre d'imposer une réforme économique que Solidarité légal

11. « Solidarnosc Zwycięzy » (Nowa Huta) numéro 21/66 du 2 novembre 1984.

12. « Hutnik » (Nowa Huta) numéro 20/92 du 6 novembre 1984.

13. « Komunikat » (Poznan) numéro 6 de mars 1985.

Chantier naval de Szczecin en grève générale fin 1980. (DR)



disposant de capacités d'action autrement plus grandes s'était avéré incapable d'imposer. Il devrait pourtant être clair depuis longtemps déjà qu'une réforme économique authentique, en accord avec les intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire autogestionnaire, ne peut être le fait que du mouvement social lui-même et ne peut donc se faire qu'en opposition au régime. Mais Bujak développa à nouveau les illusions connues, en déclarant : « Tant que le pouvoir pourra s'en sortir en augmentant les prix, nous ne pouvons espérer une amélioration de la situation économique. Ce n'est que lorsqu'il n'aura plus cette possibilité qu'il commencera à chercher d'autres solutions, qu'il sera obligé de réaliser la réforme. Empêcher les hausses des prix est donc d'une très grande importance, ne serait-ce que pour cette raison. Les grèves économiques éclatées, même victorieuses, ne faisaient qu'annuler les effets des hausses pour des groupes sociaux donnés, mais elles ne bloquaient pas la politique économique. C'est la raison pour laquelle nous tenons aujourd'hui à une action de masse. » (14)

Pour justifier l'annulation de la grève, Walesa et Bujak affirmèrent que « les préattributionnels en vue d'une action nationale ont atteint leur but, qu'ils ont imposé un recul tactique au gouvernement » (15). Et Walesa s'empressa d'y ajouter son commentaire traditionnel : « Si le pouvoir comprend la majorité de la société, nous mettrons toutes nos forces, aussi bien physiques qu'intellectuelles, sur l'autel de la patrie. » (16) Le commentaire de la rédaction de *Tygodnik Mazowsze* affirmait, dans la même veine : « Lech Walesa et la TKK ont annulé la grève, car le gouvernement a suspendu la décision qui était à son origine. Maintenant, nous devons faire preuve de bonne volonté et attendre les pas suivants. Au pire, il apparaîtra que la hausse des prix en question entrera quand même en vigueur, avec de petites modifications et étalée dans le temps. Dans ce cas, nous serons obligés de proclamer une autre grève. » (17) Ce numéro de *Tygodnik Mazowsze* est parvenu entre les mains de la plupart de ses lecteurs à un moment où plus personne n'avait la moindre illusion sur le « succès » obtenu. Pourtant, lorsque la vanité des espoirs selon lesquels « le pouvoir comprendrait la majorité de la société » apparut crûment, Walesa n'eut pas un mot d'autocritique. Il affirma au contraire : « Nous n'avions pas le choix (lui et Bujak, ndlr.) Nombre d'entreprises, par contre, n'ont pas joué le jeu de la grève. Les ouvriers avaient le droit de faire cela et ils avaient raison, car le pouvoir s'est comporté de manière cynique. » (18) En un mot, Walesa avait raison et les ouvriers qui avaient fait grève sans tenir compte de son « jeu » avaient également raison. Où est la logique de tout cela ?

Henryk Wujec explique l'attitude des deux dirigeants syndicaux de la manière suivante : « La décision du pouvoir (de suspendre certaines hausses de prix, ndlr.) apparaissait comme une concession importante. Formellement, elle était prise sous la pression des syndicats officiels mais, en

réalité, elle résultait de la pression de Solidarité. Face au sentiment dominant que la question était réglée, il aurait été injuste de maintenir l'appel à la grève. (...) C'est seulement le 1er mars au soir, quand le gouvernement a expliqué sa décision de manière détaillée, que tout le monde s'est senti floué, vraiment tout le monde. (...) Maintenant, les gens pensent que l'annulation de la grève a été une erreur. Certains vont même jusqu'à comparer la situation à celle de mars 1981. Je pense qu'un tel état de mécontentement est favorable, qu'il portera ses fruits à l'avenir, lorsqu'on appellera à une autre grande action de protestation. » (19) Autrement dit, les erreurs de la direction de Solidarité auront des conséquences positives !

Dans la revue *Z Dnia na Dzień*, un lecteur a écrit que « le désir de voir un mauvais maître devenir meilleur, c'est un désir d'esclave. Si nous voulons la liberté, nous devons tous tendre à la mise en place de notre propre pouvoir, un pouvoir qui serve le peuple » (20). Cette conviction se développe depuis longtemps déjà, bien qu'elle n'ait pas encore atteint le milieu dirigeant de Solidarité. Mais ce n'est certainement pas le soi-disant succès du 28 février qui fera apparaître cet objectif comme un but réalisable.

Les structures du mouvement social moins soumises à la TKK n'ont pas jugé utile, quant à elles, de jeter de la poudre aux yeux. La Commission provisoire de Solidarité de la région de Bydgoszcz a pris ses distances par rapport à la décision de la direction nationale, en considérant que « l'annonce d'une suspension momentanée du projet gouvernemental était une concession apparente, d'autant plus que le communiqué officiel sur cette question passait sous silence le problème de l'augmentation prévue de la durée du travail. » Dans une déclaration rédigée sur un mode assez ironique, on peut lire ceci : « Ne voyant pas de raison d'annuler nous-mêmes l'action prévue, nous en laissons la décision à ses initiateurs. » (21) L'organe du Comité ouvrier interentreprises de Solidarité (MRKS) de Varsovie va, lui, droit au but, en déclarant : « Nous nous sommes faits avoir. » (22) Le principal journal syndical de Poznan écrit pour sa part que « face à une telle attaque par le régime, on ne peut se défendre qu'en luttant de manière déterminée et conséquente. Reculer d'un demi centimètre n'est certainement pas le bon moyen pour résister, pas plus d'ailleurs que d'attribuer au pouvoir des intentions honnêtes et dictées par le souci du bien de la société. Cela ne peut que faciliter la tâche des communistes qui cherchent à nous "ramollir". Je ne veux pas dire par là que la grève est la meilleure forme de lutte, mais l'annulation de la grève a mis en évidence l'indécision de la direction de Solidarité. Et elle ne peut pas se le permettre. Cela risque de coûter trop cher, et c'est de nouveau la société qui payera » (23). La section de Poznan de l'Organisation Solidarité combattante renchérit dans ce sens : « Une fois encore, nous avons la preuve que nous ne pouvons compter que sur notre force. On ne peut compter sur

Des militants de Solidarité s'introduisent en 1983. Derrière, les Zomos interviennent. (D



une quelconque bonne volonté ou un désir d'entente. Nous avons payé cher l'abandon de la tactique adoptée, nous le payerons encore plus cher à l'avenir. » (24)

Malgré les apparences, en appelant d'abord à la grève puis en annulant son appel, la direction du syndicat n'a pas changé de tactique, bien qu'elle ait effectué un tournant. La grève a été proclamée « à froid », prenant par surprise non seulement les masses ouvrières, mais même les militants actifs du syndicat. Henryk Wujec l'a admis après coup, en reconnaissant que « l'annonce de la grève fut un choc pour tous » (25). Une partie des militants, animés par un esprit de combativité et de solidarité, a repris cet appel, cherchant à ce que la grève obtienne le plus grand succès possible. Ils ont ainsi témoigné d'un plus grand sens des responsabilités que la TKK qui avait appelé à cette grève. Un arrêt de travail de 15 mi-

14. « *Tygodnik Mazowsze* » numéro 117 du 14 février 1985.

15. « *Tygodnik Mazowsze* » numéro 119 du 28 février 1985.

16. Ibid.

17. Ibid.

18. « *Z Dnia na Dzień* » numéro 10/354 du 17-23 mars 1985.

19. « *Tygodnik Mazowsze* » numéro 120 du 7 mars 1985. Henryk Wujec, ancien membre du KOR et rédacteur du journal « *Robotnik* » fut élu membre de la direction régionale de Solidarité de Varsovie et de son présidium en juin 1981.

20. « *Z Dnia na Dzień* » numéro 9/353 du 3-9 mars 1985.

21. « *Informator Bydgoski* » (Bydgoszcz) numéro 75 du 1er mars 1985.

22. « *CDN-Głos Wolnego Robotnika* » (Varsovie) numéro 105 du 8 mars 1985.

23. « *Obserwator Wielkopolski* » (Poznan) numéro 90 de mars 1985.

24. « *Solidarnosc Walczaca* » (Poznan) numéro 5/32 du 10 mars 1985.

25. « *Tygodnik Mazowsze* » numéro 120.

ms une manifestation officielle, le 1er mai
?).



de mener de nobles duels avec ce général, la TKK a cédé du terrain, influant ainsi sur un rapport des forces qui ne lui appartient pas en propre car il est le résultat de l'action de l'ensemble du mouvement social. Le prix à payer, c'est l'affaiblissement des capacités de mobilisation des travailleurs, en défense de leurs intérêts, l'affaiblissement du sentiment de solidarité, le développement d'un sentiment d'impuissance. Ce n'est pas avec des appels magiques et une interprétation fallacieuse des événements que l'on pourra changer la politique du régime ou modifier l'état d'esprit des masses.

POUVAIT-IL EN ETRE AUTREMENT ? L'EXEMPLE DE « ROSA LUXEMBURG »

Ce que nous avons dit sur les chances ténues de réussite de la grève prévue pour le 28 février 1985 ne signifie pas qu'il ne fallait pas répondre aux mesures gouvernementales de hausse des prix et qu'il ne fallait pas préparer les conditions de la lutte. Cela signifie avant tout qu'il faut parler moins et agir plus, et agir de manière conséquente implique de s'y préparer sérieusement :

— D'abord, par la consultation la plus large dans le syndicat, organisée suffisamment tôt, même dans les conditions de la clandestinité. Et la presse syndicale peut et doit servir à cet effet. Le pouvoir sait, de toute façon, quel type d'initiative proposent les dirigeants de Solidarité et il serait illusoire de vouloir le surprendre par une action de masse. Par contre, il est de la plus haute importance que le plus grand nombre de militants syndicaux et de lecteurs de la presse indépendante soit au courant de ce qui se prépare.

— Ensuite, en organisant suffisamment à l'avance des campagnes massives d'information expliquant, par voie de tracts, etc., pourquoi et comment lutter.

— Enfin, en préparant une grève qui ne soit pas seulement symbolique, dans quelques grandes entreprises où les condi-

tions s'y prêtent le mieux et qui peuvent tenir quelques jours même si elles restent isolées dans l'action, et en développant l'action de soutien à la lutte de ces entreprises, par des diffusions de tracts, par des manifestations de rue, etc., afin d'élargir la grève.

C'est ainsi qu'il faudra répondre aux hausses des prix qui ne sauraient tarder. La grève générale, même de courte durée, peut être proclamée s'il existe un puissant syndicat légal, comme c'était le cas avant le 13 décembre 1981 et si les masses ouvrières sont conscientes de leur force. Par contre, dans une situation de recul, où le mouvement ouvrier est sur la défensive, il faut préparer patiemment une action d'ensemble et convaincre les travailleurs qu'elle est possible. Les convaincre non seulement par des déclarations de la direction du mouvement ou par des articles de la presse clandestine, mais en s'appuyant sur l'exemple des secteurs de la classe ouvrière disposés à se battre.

Il ne s'agit pas là de spéculations mais c'est ce qu'enseigne l'expérience, confirmée par le 28 février, car c'est ce jour-là que commença la lutte des ouvrières de l'usine « Rosa Luxemburg » de Varsovie, à la surprise non seulement de la direction nationale, mais aussi de la direction régionale de Solidarité. Cette lutte dura plusieurs semaines, avec ses interruptions, un ou plusieurs secteurs de l'usine se mettant à plusieurs reprises en grève pour quelques heures. La revendication portait sur une augmentation de salaire de 2 000 à 3 000 zlotys par mois.

Cette revendication était certainement populaire dans de nombreuses entreprises de Varsovie. Quelle fut l'attitude de la direction régionale de Solidarité (RKW) ? Elle ne fit pas de déclaration au sujet de la lutte dans cette entreprise avant le 18 mars, sans parler des délais supplémentaires pour qu'elle puisse être publiée dans la presse clandestine. Elle disait aux travailleuses de « Rosa » : « Vous pouvez compter sur l'aide de toutes les structures de Solidarité actives dans notre

nutes, même au niveau national, n'était en rien une forme d'action pouvant conduire au changement du rapport des forces en faveur des travailleurs. Cela pouvait tout au plus constituer les prémisses d'une action de plus longue durée, et c'est sans doute ainsi que l'ont compris les ouvrières de l'usine « Rosa Luxemburg ». Mais il n'y a pas eu de préparatifs à une échelle plus large en vue d'une telle action. Cette grève pouvait tout au plus montrer que Jaruzelski n'est pas encore totalement parvenu à mettre la classe ouvrière au pas, mais tout le monde sait cela. Qu'espérait donc la TKK en lançant ce mot d'ordre de grève ? Sans doute, une fois de plus, que le gouvernement, animé d'une crainte injustifiée, ou pire, d'une bonne volonté imaginaire, ferait un geste interprétable comme un premier pas vers une « entente » pourtant impossible. C'est la raison pour laquelle la TKK prit la manœuvre cynique du pouvoir pour un geste de bonne volonté, et que Walesa et Bujak appelèrent immédiatement les travailleurs à en faire autant et à « attendre les pas suivants » du régime. C'est pour cela que Bujak et Walesa ont orchestré la retraite sans même consulter les autres membres de la TKK, provoquant un sérieux désordre car, le lendemain, 33 dirigeants syndicaux et oppositionnels, dont Janusz Palubicki, Grzegorz Palka, Jacek Kuron, Lech Dymarski, Marek Edelman, appelaient à maintenir l'action de protestation à la date prévue. C'est aussi pour cela que la seule conclusion de Walesa et de la direction clandestine de Solidarité fut de dire que le général Jaruzelski n'était pas honnête, ce que tout le monde savait bien avant le 28 février 1985 et au moins depuis le 13 décembre 1981.

En cherchant à tout prix le moyen



région. » (26) Pour autant que l'on sache, le soutien de la RKW fut purement verbal et les travailleuses en lutte ne reçurent aucun soutien de la part de la direction régionale. Il n'y eut pas de diffusion massive de tracts donnant la grève de « Rosa » en exemple et appelant les travailleurs des autres entreprises à la soutenir en entreprenant à leur tour des grèves sur des revendications identiques ou similaires. Il n'y eut pas d'affiches, pas d'inscriptions sur les murs, bien que ce ne soit pas ce qui ait manqué à Varsovie ces derniers temps... En un mot, il n'y eut qu'un comportement routinier. Si l'on prend au sérieux les affirmations de Walesa et Bujak concernant les « préparatifs efficaces en vue d'une action nationale » prévue pour le 28 février, comment expliquer que quelques jours après son annulation, la RKW, dirigée par le même Bujak, se soit avérée incapable d'assurer un soutien autre que verbal aux travailleuses d'une entreprise en grève ? Il fut moins fait pour soutenir cette lutte que ce dont le KOR s'était montré capable en juillet 1980, lorsque la grève éclata à Ursus. Et pourtant, les possibilités sont incomparablement plus grandes aujourd'hui, c'est du moins ce qu'affirme Bujak.

Pouvait-on espérer que la grève s'élargirait ? Il est impossible de répondre à cette question, mais au moment où les premières grèves éclatèrent, en juillet 1980, on ne savait pas non plus qu'elles

gènerent. Pourtant, le pouvoir a peur ! Il cherche à cacher les grèves de "Rosa". Il ne veut pas que d'autres suivent notre exemple et que le monde entier constate que la "normalisation" en Pologne est une pure fiction. Malgré tout, notre grève a trouvé un écho dans le pays comme à l'étranger. Nous appelons tous les travailleurs, en particulier les femmes de Zyrardow et d'autres villes, à exiger des augmentations de salaires compensant pleinement la hausse du coût de la vie. C'est le seul moyen de faire reculer le pouvoir et de protéger nos enfants de la misère. Nous, à "Rosa", nous n'abandonnons pas notre revendication d'augmentation des salaires de 2 000 à 3 000 zlotys. Nous exigeons de véritables réformes permettant de sortir de la crise ! » (27)

UNE DIRECTION OU UN FREIN ?

Dans le passé, la rédaction d'*Inprekor* polonais a souvent eu une attitude critique envers la direction clandestine de Solidarité, en considérant toujours que la critique devait être sérieuse, pondérée, objective. Nous maintenons cette position. Nous sommes conscients de la difficulté à diriger un mouvement de masse forcé à la clandestinité, qu'il ne faut pas mesurer à l'aune d'un parti politique de cadres. Il existe très peu de précédents, dans l'histoire, de mouvements sociaux clandestins de longue durée et il y a donc fort peu d'expériences auxquelles on puisse se référer pour savoir comment coordonner l'activité du mouvement, comment construire des organes de direction et comment garantir qu'ils agissent de manière efficace. Si quelqu'un pense que les réponses à ces questions sont simples, il se trompe lourdement. Mais, d'autre part, la situation actuelle du mouvement social polonais, et en particulier la crise de sa direction, ne peuvent s'expliquer par la seule situation objective. Les éléments subjectifs y jouent aussi un rôle très important.

Que se passe-t-il au sein de la TKK ? En septembre 1984, peu après avoir pris la direction de la Commission régionale de coordination de Solidarité de Gdansk et après avoir intégré la TKK, Bogdan Borusewicz a donné une interview dans laquelle il dit pas mal de choses importantes à ce sujet (28). En voici quelques extraits significatifs : « *Durant longtemps, par sa seule existence, la TKK a freiné l'action du mouvement social. Sans la*

TKK, dont les gens attendaient l'appel à se soulever, une telle explosion aurait pu avoir lieu à plusieurs reprises durant l'état de guerre. L'exemple classique du rôle de frein que nous avons joué, c'est la grève d'octobre 1982, après la mise hors-la-loi de notre syndicat (29). Mais il y a eu d'autres moments où le degré de mobilisation sociale était très grand. Cependant, dans la mesure où il existait un groupe devant donner le signal, les gens attendaient. Jusqu'à la mi 1983, la société espérait des décisions que la TKK était incapable de donner. » Pour quoi ? « Parce qu'elle était incapable d'assumer la responsabilité d'un éventuel échec. »

D'où vient cette crainte devant les responsabilités ? Tout d'abord, il apparaît clairement que la TKK ne semble pas consciente du fait qu'on peut perdre du terrain non seulement en luttant, mais surtout en s'abstenant de répondre aux attaques de l'adversaire, en lui permettant d'atteindre son but sans réagir ou en ne s'y opposant que de façon symbolique.

L'interview de Borusewicz est d'ailleurs pleine de désespoir et de défaitisme. Il dit de la TKK : « *Dans sa composition actuelle, aucune conception ne prend le dessus, donc celle qui domine c'est : durer, agir, la longue marche.* (Il n'explique pas quelles sont les autres, ndlr.) *Mais une marche doit avoir un but.* » Ce but est flou dans la conscience sociale, affirme le journaliste qui l'interroge. « *Dans la nôtre aussi,* poursuit Borusewicz. *Donc, nous durons, nous développons la presse et c'est tout. La résistance sociale faiblira. Normalement, la vague révolutionnaire ne se maintient jamais plus de deux ou trois ans. Chez nous, elle reflue un peu plus lentement. Le mouvement social ne peut vaincre l'appareil d'Etat qu'à court terme. Nous devons savoir combien de temps durer.* » A propos de l'activité de la TKK dans cette perspective, Borusewicz dit laconiquement et avec cruauté : « *Si nous cessions de publier des déclarations, nous n'aurions plus de raison de nous réunir.* » Il ajoute cependant : « *Comme je l'ai dit, l'activité faiblira, jusqu'au moment où elle se redéploiera brutalement, allant vers une nouvelle explosion.* » (30) Sauf que le mouvement social n'est pas la mer et que ses organes de direction ne sont pas des bouts de bois mort que la vague soulève plus ou moins haut, indépendamment de leur volonté. Le niveau d'organisation, la tactique mise en œuvre, l'initia-



Manifestation de Solidarité à Ursus. (DR)

entraîneraient une vague de grèves touchant tout le pays au mois d'août. Cela valait en tout cas la peine de le vérifier, mais cette occasion ne fut pas mise à profit. Les ouvrières de « Rosa Luxemburg » sont restées isolées, bien qu'elles aient appelé à la solidarité. Le Comité ouvrier de Solidarité de l'entreprise avait fait une déclaration où l'on pouvait lire : « *Suite à la hausse des prix, les ouvrières de l'usine "Rosa Luxemburg" ont fait grève à plusieurs reprises durant le mois de mars. Le 26 mars, la grève a duré quatre heures pour exiger que la direction applique ses promesses d'augmentation des salaires. Le pouvoir n'a pas cédé. Aujourd'hui, il pourchasse et licencie ceux et celles qui le*

26. Déclaration de la Commission exécutive régionale (RKW) du syndicat Solidarité de la région de Mazovie (Varsovie) du 18 mars 1985.

27. « *Solidarnosc Walczaca* » (Poznan) numéro 7/34 du 7 avril 1985.

28. Bogdan Borusewicz, l'un des fondateurs du KOR puis animateur de la lutte pour les syndicats libres sur la côte Baltique, l'un des animateurs de la grève d'août 1980 à Gdansk, a été écarté par la suite de la direction régionale de Solidarité de Gdansk. Passé à la clandestinité dès le 13 décembre 1981, il joua un rôle important dans la structuration du syndicat clandestin dans la région, avant de prendre sa tête après l'arrestation de Bogdan Lis en juin 1984.

29. Une grève spontanée avait alors éclaté dans le chantier naval de Gdansk, des actions

étaient sur le point d'éclater dans d'autres grands centres industriels, des manifestations de masse et des émeutes eurent lieu, à Nowa Huta notamment. La TKK, au lieu d'appeler au soutien et à la généralisation de cette grève, avait lancé un appel pour une grève générale symbolique pour le 10 novembre, plus d'un mois plus tard, démobilisant ainsi les travailleurs. Finalement, les deux grèves, celle de Gdansk qui dura 4 jours dans l'isolement, et celle appelée pour le mois suivant et qui ne fut pas suivie, ont été des échecs. A plusieurs reprises, lorsqu'il y eut des tensions, la TKK a appelé à préparer une grève générale dans l'avenir, sans que ces appels ne se concrétisent jamais dans l'action.

30. « *Kultura* » (Paris) numéro 11/446 de novembre 1984.

tive prise, la stratégie déterminée, le programme défini sont autant de facteurs parmi d'autres qui influencent la dynamique du mouvement social, qui contribuent au flux et au reflux de la vague. Le mouvement social n'est pas non plus une armée disciplinée qu'on peut lancer au combat indépendamment de l'état d'esprit des masses, grâce à un slogan combatif. Pourtant, ces deux façons extrêmes d'appréhender la réalité du mouvement sont souvent le fait des mêmes dirigeants composant la TKK, ce qui les conduit à passer de la passivité à l'aventurisme et vice-versa.

Pour en revenir au pronostic de Borusewicz concernant ce moment critique après lequel l'activité du mouvement social reprend brutalement pour aller vers une nouvelle explosion, il est à craindre, vu les expériences passées, que la TKK ne sache assumer la responsabilité d'une éventuelle défaite à ce moment-là et qu'elle ne joue à nouveau un rôle de frein. Pourquoi en est-il ainsi ? Tout d'abord, parce que la direction de Solidarité reste attachée à l'idée de la « révolution autolimitée », comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises dans *Inprekor*. Mais, dans le cadre du reflux de la vague révolutionnaire, il y a de moins en moins de révolution et de plus en plus d'autolimitation dans cette stratégie qui ressemble à un château de cartes. La perspective d'une explosion sociale, qu'elle soit réelle ou imaginaire, est associée au danger de l'effondrement du pouvoir actuel et d'une intervention militaire du Kremlin perçue comme inéluctable. Bujak n'hésite pas à affirmer parfois qu'il se considère comme faisant partie de « la génération qui abattra définitivement ce système ». Mais il ne s'agit pas là d'une ligne politique cohérente. L'orientation politique de la TKK, de Lech Walesa et des courants dominants dans les milieux de l'intelligentsia qui influencent la direction de Solidarité va dans le sens d'une entente avec le pouvoir totalitaire en vue de réaliser la tâche « commune » de sortir le pays de la crise économique, ce qui remettrait à des temps meilleurs, c'est-à-dire aux calendes grecques, le changement structurel du système de pouvoir politique. La seule planche de salut, ce serait donc le réformisme dans un régime non réformable, « la construction d'une société autogérée dans un Etat totalitaire », comme Kuron aime à le dire (31).

Mais ce n'est pas tout. Il s'agit aussi et surtout du fait que l'actuelle direction ne sait pas vers quoi le mouvement social devrait tendre et à quoi conduit la dynamique révolutionnaire que Borusewicz appelle pudiquement la « tendance à l'explosion ». Pour la TKK, il faut endiguer ce danger et même le prévenir, car une explosion sans perspectives politiques à court et à plus long terme conduirait facilement à l'échec. Disons tout de suite que ce n'est pas évident, car l'expérience historique, y compris l'expérience récente en Pologne, nous enseigne que le mouvement social, durant une explosion des luttes de masse, est capable de définir rapidement les perspectives politiques indispensables

à son action politique à moyen terme. Et il est possible que les perspectives à plus long terme soient élaborées en cours de route. Telle était du moins la tendance du mouvement Solidarité durant la révolution de 1980-1981.

COMMENT L'OBJECTIF S'EST COUVERT D'UN VOILE

Durant la période de la montée de la vague révolutionnaire, entre août 1980 et décembre 1981, le mouvement social polonais a esquissé ses aspirations et ses objectifs stratégiques. Outre la défense des droits, de la dignité et des intérêts matériels et moraux des travailleurs, ainsi que la garantie de larges libertés démocratiques, il tendait à une socialisation réelle des principaux moyens de production et de l'Etat, c'est-à-dire un système de pouvoir fondé sur les principes de la démocratie, du pluralisme et d'une large autogestion ouvrière et sociale. Le Programme de la République autogérée, tracé dans les résolutions du 1er congrès national de Solidarité, concrétisé dans la pratique syndicale et dans l'activité autogestionnaire, ne s'inspirait pas d'une quelconque doctrine. Il exprimait les aspirations naturelles de la classe ouvrière à sa libération politique et sociale, qui prenaient peu à peu une forme consciente. C'était, soulignons-le, le produit collectif de la classe ouvrière elle-même, ouvert aux contributions d'autres groupes so-

ciaux auxquels elle s'était alliée dans la lutte contre le régime totalitaire et dont elle était prête à garantir les intérêts légitimes, suivant en cela son sentiment démocratique.

Ces conquêtes programmatiques se sont peu à peu érodées, après l'introduction de l'état de guerre, dans les conditions difficiles de l'activité clandestine. Dans une large mesure, la classe ouvrière ne pouvait plus exprimer sa volonté et ses aspirations collectives, en tout cas pas de manière concentrée. Il en serait sans doute autrement si des organisations politiques s'étaient constituées avant décembre 1981 sur la base du courant d'auto-organisation et d'autogestion ouvrière, pour passer ensuite à la clandestinité. L'état de la presse clandestine aujourd'hui est extrêmement parlant de ce point de vue. D'une part nous avons, en schématisant évidemment, une presse d'entreprises, atomisée et souvent d'une portée politique limitée et, de l'autre, ce qui domine, c'est-à-dire une presse extérieure aux entreprises, rédigée dans les milieux de l'intelligentsia en général coupés de la classe ouvrière. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de stabilisation de la presse du courant favorable à l'autogestion ouvrière, en tout cas pas comme phénomène influent.

31. A propos de cette stratégie, voir notamment « Pour une entente de la gauche révolutionnaire » dans *Quatrième Internationale* numéro 14, juillet 1984.

INPREKOR POLONAIS NUMÉRO 18 EST PARU !

Au sommaire de ce numéro, vous trouverez :

- une analyse de la crise du mouvement social polonais et des moyens de la dépasser ;
- un dossier sur les perspectives de la gauche polonaise ;
- une analyse de l'exploitation de la classe ouvrière dans les pays du « socialisme réel », par Zbigniew Kowalewski ;
- un entretien avec Daniel Bensaïd sur la IVe Internationale aujourd'hui ;
- des nouvelles du mouvement pacifiste indépendant dans les pays de l'Est.

Inprekor en polonais a besoin de vous pour parvenir régulièrement à ses lecteurs en Pologne. Vous pouvez aider à sa diffusion en vous abonnant ou en versant votre souscription à notre compte.

Abonnement (6 numéros) : 75 francs français (ou équivalent). Prix d'un exemplaire : 15 francs. Le règlement peut se faire comme pour *Inprekor* français, en mentionnant « Pour *Inprekor* polonais ».

MIĘDZYNARODOWA KORRESPONDENCJA PRASOWA	SOLIDARNOŚĆ Z "SOLIDARNOŚCIĄ"!	nr 18 WIOSNA 1985
INPREKOR		

**Wyzysk klasy robotniczej
w "realnym socjalizmie"**

**KRYZYS
RUCHU SPOŁECZNEGO**

O IV MIĘDZYNARODÓWCE
rozmowa z Danielem Bensaïdem

Dossier

**Problemy i perspektywy
lewicy rewolucyjnej**

Cena 75 zł 15 FF, 2,5 \$, 7 FS, 7 DM, 75 Skr, 100 FB



C'est pourtant à une telle presse qu'incombe la tâche de maintenir la continuité des meilleures conquêtes programmatiques ouvrières de Solidarité, de les populariser, de les systématiser et de les développer.

La façon dont les organes des directions clandestines de Solidarité fonctionnent aujourd'hui encourage l'éparpillement des aspirations de la classe ouvrière et dilue sa volonté. Aucune des commissions clandestines d'entreprise de Solidarité prise isolément n'est capable d'exprimer cette volonté et ces aspirations. Mais, en même temps, il n'y a quasiment pas d'organes de coordination au niveau national et régional qui soient l'émanation de ces structures d'entreprise, contrairement à ce qui était le cas dans certaines régions en 1982. Les conditions de la clandestinité favorisent la coupure entre les bases d'un côté, et les directions régionales et la TKK de l'autre. Aujourd'hui, alors que les organes dirigeants du mouvement social ne sont pas l'émanation directe de la classe ouvrière et ne se trouvent pas sous son contrôle quotidien, et alors qu'il n'existe pas encore d'organisations politiques ouvrières, les conquêtes programmatiques de Solidarité cèdent la place à la pression de divers courants idéologiques qui s'appuient sur des milieux fort restreints qui, à défaut d'autre chose, font office de « vox populi » sans que les forces sociales de la classe ouvrière puissent se prononcer à leur propos.

« Si la vision encore floue de la République autogérée avait pu se développer et se concrétiser, on aurait en quelques années une Pologne indépendante, celle du socialisme démocratique moderne », écrit avec raison le professeur Tadeusz Lepkowski. Et pourtant, ajoute-t-il, on a pu observer plus d'une fois dans la révolution polonaise des phénomènes idéologiques qui lui étaient étrangers, « des sentiments antirusse vigoureux et persistants, un anticommunisme anachronique dans la pire des traditions de l'extrême droite polonaise et, plus largement, une hostilité désuète aux idées de gauche ». On peut considérer comme un « drame de notre révolution le fait qu'elle fut envahie par le traditionnalisme politique, ce traditionnalisme qui se mêlait parfois à des obsessions et à des phobies découlant de la politique du pouvoir ou inspirées par lui » (32).

A ces phénomènes négatifs, il faut ajouter la tendance actuelle à chercher des références internationales dans la politique impérialiste de Ronald Reagan, parce qu'elle est antisoviétique et anticommuniste, dans les Pershing, parce qu'ils sont dirigés contre l'URSS et, plus généralement, dans l'Occident ramené à une abstraction ahistorique et vidée de tout contenu de classe. Cela conduit à tourner le dos aux luttes ouvrières en Occident et aux mouvements de libération nationale dans le « tiers-monde ». A la différence de la période de la révolution de 1980-1981, des « idées » de reprivatisation des moyens de production et de restauration du capitalisme font surface ici et là, certains milieux tentant de s'or-



La junte polonaise veut empêcher l'explosion sociale. (DR)

ganiser politiquement autour d'une telle perspective, ce qui empeste l'atmosphère idéologique de Solidarité déjà suffisamment confuse.

Dans une certaine mesure, la direction de Solidarité est partie prenante du développement de ces phénomènes et, partiellement, elle cède ou elle reste passive face à la pression qu'ils constituent. Dans les déclarations de la TKK et dans la presse qu'elle contrôle ou qu'elle influence directement, la République autogérée se voit vidée du contenu que Solidarité y mettait dans le passé ou se voit attribuer une signification qui permet mal d'en distinguer le contenu initial. Il n'est donc pas étonnant que cette direction soit désorientée lorsqu'il s'agit de savoir vers quoi diriger le mouvement en vue de nouvelles échéances révolutionnaires.

ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?

Nous reviendrons certainement sur les phénomènes de crise du mouvement social polonais et sur les conclusions politiques qui en découlent. Mais il faut dire dès maintenant qu'il est nécessaire d'entreprendre le plus rapidement possible des actions immédiates et à long terme pouvant empêcher que le mouvement ne s'enfonce dans la crise et permettant, en même temps, de développer des tendances alternatives.

Si nous devons caractériser brièvement de telles actions, nous dirions tout d'abord qu'elles devraient tendre énergiquement à lui restituer ce qui était la force motrice de Solidarité en 1981, à savoir un programme de lutte pour la démocratie politique et l'autogestion ouvrière fondé sur une authentique socialisation des principaux moyens de production. D'autre part, elles devraient assurer un soutien pratique aux luttes menées par les travailleurs de certaines entreprises en défense de leurs intérêts matériels et moraux, aujourd'hui isolées et laissées à elles-mêmes, comme par exemple la grève de l'usi-

ne « Rosa Luxemburg ». Car le développement de telles luttes et leur généralisation constitue aujourd'hui la principale, sinon la seule chance, d'une nouvelle montée des luttes de masse qui pourrait ouvrir la voie à une nouvelle phase de la révolution polonaise.

Il est donc nécessaire que les structures d'entreprise et interentreprises les plus conscientes des intérêts immédiats et stratégiques de la classe ouvrière, ainsi que leurs organes de presse, cherchent à se coordonner horizontalement. De telles « ententes » devraient bien évidemment être ouvertes à toutes les structures syndicales des milieux de l'intelligentsia prêtes à les soutenir ou à coopérer avec elles, ainsi qu'à tout groupe politique se plaçant sur le terrain d'une politique ouvrière conséquente, ce qui implique l'adhésion aux idéaux de l'auto-organisation et de l'autogestion ainsi qu'à ceux de la solidarité, tant nationale qu'internationale des travailleurs.

De telles ententes devraient avoir un caractère à la fois syndical et politique, travailler au développement d'une tactique et d'une stratégie du mouvement social qui constituent une orientation alternative à celle de l'actuelle direction de Solidarité. Premièrement, elles devraient agir de manière indépendante, tant en ce qui concerne la défense des acquis programmatiques de Solidarité, dans leur presse, dans les cercles d'éducation ouvrière, etc., qu'en ce qui concerne les tâches pratiques de défense des droits, de la dignité et des intérêts de la classe ouvrière dans toutes les entreprises où elles interviennent. Elles devraient également organiser la pression sociale vis-à-vis de la direction de Solidarité, afin que celle-ci modifie son orientation, ou du moins son attitude face aux besoins immédiats du mouvement social. Enfin, elles devraient défendre les principes ouvriers de la démocratie syndicale faisant partie de la tradition et des acquis essentiels de Solidarité. Elles contribueraient ainsi à lutter contre le danger que constitue l'extériorité des directions clandestines à l'échelle nationale et régionale tout en appliquant ces principes en leur sein.

Mais, en même temps, il faut fermement défendre l'unité des ouvriers et de tous les travailleurs, dans le cadre de Solidarité en tant que syndicat unique et pluraliste et en tant que mouvement social. Des divergences concernant la tactique, la stratégie et le programme d'action, et même le programme pour construire la République autogérée, peuvent apparaître entre ces ententes ouvrières et les autres courants et structures de direction de Solidarité, mais il ne faut pas dresser ces divergences en barricades. La barricade, il faut la construire en commun, même avec ceux qui n'en ont pas envie, contre le régime totalitaire. ■

Rédaction d'Inprekor polonais,
1er mai 1985.

32. T. Lepkowski, *Mysli o historii Polski i Polakow* (Réflexions sur l'histoire de la Pologne et des Polonais), « Zeszyty Historyczne » (Paris) numéro 68, 1984, p. 152.

Crise du régime et unification des forces populaires

Entretien avec une délégation du Front de la Gauche dominicaine (FID)

PARALLELEMENT au processus d'unification des forces révolutionnaires et populaires en cours dans ce pays, la République dominicaine connaît un approfondissement de la crise du régime contrôlé par le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), un parti qui est lié à la social-démocratie internationale. Cette crise se développe sous le double effet de l'évolution de la situation politique régionale dans la Caraïbe, d'une part, et des conséquences de la crise économique et des pressions du Fonds monétaire international (FMI) sur le gouvernement du président Salvador Jorge Blanco, d'autre part. Le rythme du rapprochement des forces révolutionnaires entre elles s'est donc accéléré ces dernières années, dans le même temps où s'aiguisaient les affrontements de classes qui devaient donner lieu aux émeutes de la faim d'avril 1984.

Avant de préciser les moments forts de ce processus d'unité, rappelons tout d'abord que l'évolution des débats au sein de la gauche révolutionnaire dominicaine dans le milieu des années 1970 amena, dès 1981, la convergence de trois organisations, le Mouvement socialiste des travailleurs (MST), le Noyau communiste des travailleurs (NCT) et le Parti socialiste (PS), qui devaient fusionner pour créer le Bloc socialiste (BS). Cette formation révolutionnaire, dont le 1er congrès eut lieu en juin 1984, a été la force motrice d'un processus plus large d'unité d'action au sein du camp ouvrier et populaire.

Un premier palier fut atteint lors des élections présidentielles, législatives et municipales du 16 mai 1982, avec la présentation des deux coalitions électorales de gauche : d'un côté, la Gauche unie (IU), qui regroupait le BS, le Parti des travailleurs dominicains (PTD) et l'Union patriotique anti-impérialiste (UPA), et, de l'autre, l'Unité socialiste (US), où l'on retrouvait le Parti communiste dominicain (PCD) et deux petites organisations socialistes, le Mouvement pour le socialisme (MPS) et le Mouvement d'unité socialiste (MUS).

Le débat entre ces différents courants politiques devait se

« INPRECOR » : — Comment s'est constitué le Front de la gauche dominicaine (FID) ?

REPRÉSENTANT DU FID : — La politique du régime dominicain a développé les tensions sociales, provoquant une détérioration significative des droits démocratiques. Comprenant l'ampleur de la crise du régime et du désordre social actuel, ainsi que les nombreuses inquiétudes qu'ils font naître au sein du peuple dominicain, les courants révolutionnaires qui, jusqu'au 14 juin 1983, étaient séparés dans deux fronts différents, sont parvenus à un accord pour constituer le FID. Bien sûr, le FID est né après de nombreuses discussions. Cet événement politique a suscité un grand espoir dans le peuple dominicain, avec raison d'ailleurs, mais il a aussi créé une grande panique dans les rangs des forces réactionnaires.

Toutefois, ce courant unitaire est désormais irréversible. Les forces révolutionnaires ont aujourd'hui la conviction que,

sans unité, il n'y a pas de force, et que sans force, il n'y a pas de victoire possible. Ce constat politique a créé les conditions pour que, au-delà des divergences idéologiques et politiques sur l'appréciation de la situation du mouvement communiste international et de la situation internationale en général, les révolutionnaires dominicains mettent au premier plan de leur débat unitaire la discussion concernant la réalité locale.

Cela ne veut pas dire que nous nions les différences qui existent entre les diverses composantes du FID. Chaque organisation peut s'exprimer dans le FID, dans les termes qui lui semblent les meilleurs, et cela sur tout événement. Toutefois, le FID n'a pas comme but de voir traités en son sein les problèmes de ce genre. L'essentiel, c'est qu'il existe un consensus sur le fait que nous ne puissions continuer à tolérer la présence de monopoles étrangers, la situation néo-coloniale que vit notre pays, ni le fait que le prolétariat et les masses appauvries des campagnes conti-

poursuivre et déboucher sur la formation, le 14 juin 1983, du Front de la gauche dominicaine (FID), qui regroupe l'essentiel des forces ouvrières et populaires de gauche de ce pays, à savoir le BS, le PCD, le PTD, le MPS, l'UPA, des militants de l'IU et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), groupe sympathisant de la IVe Internationale qui s'est par ailleurs intégré au BS en janvier 1985 (1).

En 1984, l'accord imposé par le FMI en contrepartie du renouvellement d'un prêt de 450 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) entraîna des hausses très importantes des prix des aliments de base et provoqua, en réaction et pendant plusieurs jours, à partir du 23 avril 1984, une véritable explosion sociale (2). Celle-ci se solda par une violente répression qui fit des dizaines de morts et de blessés. Tragique paradoxe de l'histoire, ces émeutes intervenaient le jour du 19e anniversaire du soulèvement, le 24 avril 1965, des partisans de l'ex-président Juan Bosch et des militaires constitutionnalistes que l'impérialisme américain réprima dans le sang par l'intervention de 42 000 GI's.

Plusieurs mois après les émeutes de la faim d'avril 1984, de nouvelles actions revendicatives eurent lieu au début de l'année 1985, qui conduisirent à l'organisation d'une importante grève générale de 24 heures, le 11 février 1985, dans la préparation de laquelle le FID joua un rôle tout à fait prépondérant.

Il y a quelques mois, une délégation du FID était de passage en Europe. Nous en avons profité pour interroger les camarades Antonio Aquino, Carmen Sanchez et Enrique Pichardo sur l'évolution de la situation politique et sociale en République dominicaine, ainsi que sur l'état du processus unitaire des forces révolutionnaires et populaires dans ce pays. C'est sous la forme d'une interview collective que cet entretien a eu lieu.

nent à supporter la trique de l'oppression et de l'exploitation. Par conséquent, c'est un devoir que de nous unir et d'unifier le peuple.

Forts de ces deux éléments, nous sommes sûrs qu'il n'existe aucune force au monde capable d'empêcher la révolution dominicaine. Notre perspective révolutionnaire ne se situe d'ailleurs pas sur le long terme. C'est notre génération qui doit prendre la tête du mouvement révolutionnaire et populaire pour renverser la domination, libérer notre peuple, rendre notre pays prospère et créer les conditions pour établir la dictature du prolétariat à court terme. Ce sont là nos objectifs, et c'est autour d'eux que nous sommes unis.

— L'unification d'organisations ayant des traditions politiques et organisation-

1. Cf. *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985.

2. Cf. *Inprecor* numéro 173 du 14 mai 1984.

nelles différentes pose sans doute des problèmes. Comment avez-vous résolu ces problèmes de fonctionnement au sein du FID et aussi dans les rapports entre le FID et le mouvement de masse ?

— En premier lieu, au sein du FID, nous partageons le même point de vue sur l'analyse de la situation actuelle et sur la voie à suivre par le mouvement révolutionnaire. Alors, les problèmes qui surgissent sont relégués au second plan. De toute manière, il existe un excellent état d'esprit et de coordination entre les révolutionnaires des différentes organisations. Et bien souvent, dans la pratique, il est impossible de dire qui est membre du Parti des travailleurs dominicains, du Parti communiste dominicain, du Bloc socialiste ou de l'Union patriotique.

Cela ne signifie pas pour autant que tous les problèmes soient résolus. Il en existe toujours, qui se manifestent par quelques comportements avant-gardistes ou des formes de sectarisme. Mais ce sont des comportements que nous attribuons au passé. Cela est normal, mais ce n'est pas là le courant majoritaire au sein du FID. C'est plutôt un courant en déclin historique.

Un autre problème est inhérent à la structure du FID. Jusqu'en novembre 1984, le FID était une coordination et non à proprement parler un front révolutionnaire. Des délégations de chacune des organisations étaient représentées dans les différentes instances du FID. Par conséquent, bien souvent, seulement 15 % ou 20 % des énergies étaient consacrées au FID, la majorité du militantisme étant effectuée dans le cadre de l'organisation politique d'origine. Il était impossible de continuer ainsi, à moins de penser que le FID n'était qu'un écran ou un mouvement d'agitation et de propagande. Pour transformer le FID en un mouvement révolutionnaire, il fallait prendre des dispositions organisationnelles correspondant à cette décision politique.

Il s'agissait aussi de lier le Front à la classe ouvrière et aux masses populaires. C'est là un autre élément important. La majorité des organisations de masse qui, durant des années ont joué un rôle important dans la lutte populaire, sont aujourd'hui sous l'influence politique du FID.

Des pas en avant ont été effectués dans la structuration du FID, avec la création d'une direction unique sous la forme d'une Commission exécutive, véritable direction politique habilitée à prendre des décisions sans consulter l'assemblée plénière. Cette Commission politique est la seule instance qui fonctionne sur le mode du consensus, toutes les autres décidant à la majorité. Dans la Commission politique, le principe du consensus a été adopté, parce que si nous avions fait pression pour que les décisions y soient prises à la majorité, cela aurait engendré la méfiance de certains.

Pour l'instant, le FID n'a pas de porte-parole fixe. Il dispose d'un organe, le journal *Abril*. La Commission politique a un porte-parole permanent, mais comme la direction du FID est composée de mem-



« De l'oligarchie ou du FMI, quel est le pire ? » (DR)

bres des différentes organisations politiques, le rôle de porte-parole revient chaque mois au représentant d'une organisation différente. Ce mode d'organisation existe plus ou moins dans d'autres instances, mais il ne correspond pas à une décision politique qui doit être suivie dans toutes les instances. Il y a donc des régions et des comités de zone qui disposent d'un porte-parole permanent. Ces responsables locaux du FID sont élus par l'assemblée des militants de toutes les organisations d'une zone, d'une province ou d'une région. Ils disposent de l'autorité réelle et morale nécessaire pour remplir les fonctions de dirigeant du FID dans ces zones. Cela nous a permis de faire de grands progrès sur le plan de l'efficacité. Personne ne met plus en cause l'appartenance politique d'origine d'un secrétaire général d'un comité de zone, d'un comité de ville ou de province. C'est là une importante avancée politique.

En effet, bien souvent jusqu'en novembre dernier, lorsque nous voulions prendre des décisions, il fallait préalablement réunir chaque organisation séparément. Maintenant, la direction politique du FID, la direction nationale, les directions régionales, provinciales, de zone et même les fronts de masse sont de véritables directions collectives.

Il est aussi important de noter que nous avons créé un département national pour les fronts de masse. Ce département est subdivisé en sous-départements composés de militants responsabilisés sur des secteurs d'intervention bien définis : paysan, ouvrier, jeunesse, culture, etc. De plus, auparavant, nous n'avions ni pro-

gramme ni projet. Maintenant nous avons un projet politique et nous savons à chaque moment ce que nous voulons et comment nous allons l'obtenir.

Pour bon nombre de révolutionnaires d'Amérique latine, le mouvement de masse est tout et l'objectif n'est rien. C'est pour cela que nous avons commis beaucoup d'erreurs. Nous aussi, en République dominicaine, nous avons connu des moments difficiles pour avoir voulu céder au spontanéisme et à l'improvisation. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il était impossible de faire de la politique sur cette base. Bien sûr, c'est le reflet d'une certaine maturité politique. Mais le plus important, c'est que nous avons réussi à construire une organisation de révolutionnaires et à la lier par un cordon ombilical politique d'une grande portée tactique et stratégique au mouvement ouvrier et paysan et aux masses populaires en général. L'interpénétration du mouvement des masses et du mouvement politique conscient a provoqué une stimulation et un renforcement du mouvement des masses et du mouvement révolutionnaire lui-même, si bien qu'il est impossible que l'un se développe en marge de l'autre. Cette interrelation a permis de réaliser l'unité entre le mouvement de masse et le mouvement révolutionnaire.

Le FID n'est pas la simple somme des groupes politiques qui l'ont constitué. Des dizaines et des dizaines de révolutionnaires, qui n'étaient pas militants d'organisations politiques, ont intégré les comités du FID. Voilà pourquoi le FID ne peut plus agir comme s'il n'était que l'addition de différentes organisations.

— Au cours du mois d'avril 1984, la République dominicaine a connu une importante vague d'agitation sociale. Les masses populaires sont descendues dans la rue pour protester contre les plans du FMI appliqués par le gouvernement dominicain. Quel a été le rôle du FID dans l'organisation et l'orientation politique de ce mouvement de protestation populaire ?

— Durant cette période, le FID n'avait pas encore atteint le degré de développement et de coordination qu'il a aujourd'hui. Néanmoins, de janvier à mars 1984, nous avons impulsé de grandes mobilisations de masse à travers tout le pays. La dénonciation de la politique gouvernementale et les mobilisations contre les conséquences de l'accord avec le FMI ont créé les bases de la réaction du peuple dominicain en avril 1984. Celle-ci a bien sûr été marquée par un certain spontanéisme, mais, à son origine, elle a été organisée et décidée par la direction politique du FID. A ce moment-là, le FID n'était pas convaincu que ce mouvement, à l'origine local, aurait une portée nationale. Voilà pourquoi on peut parler de spontanéisme, sans pour autant nier l'existence d'une direction politique de ce mouvement. Les deux éléments étaient présents.

Lors de cette « insurrection populaire » faite avec des pierres, le peuple do-

minicain n'a pas tiré un seul coup de feu. Le gouvernement du Parti révolutionnaire dominicain a cependant ordonné une répression qui fit plus de 100 morts, 500 blessés et 5 000 emprisonnés. Pour le gouvernement, cela n'avait pas d'importance, car le 26 avril 1984, à la radio et à la télévision, le président félicitait la garde et la police pour leur conduite « exemplaire ».

Les événements d'avril 1984 ont créé une nouvelle situation dans le pays. Les rapports entre les classes se sont substantiellement modifiés. Le peuple s'est rendu compte qu'il ne pouvait continuer à vivre comme il l'avait fait jusqu'alors. C'est ce qui a totalement modifié la situation politique dominicaine. A partir de là s'est créée ce que nous avons appelé une situation pré-révolutionnaire.

La crise du régime est intense, et même les conservateurs, comme par exemple l'Eglise catholique, cherchent désespérément une solution qui puisse atténuer les tensions sociales. En ce moment, l'Eglise catholique sert de médiatrice entre les différentes formations de droite pour qu'aux élections de 1986, si elles ont lieu, la droite présente une candidature unique. L'autre objectif que poursuivent la droite et l'Eglise est la réalisation d'un pacte entre les centrales syndicales, le gouvernement et les patrons. Ce dessein ne les fait même pas dissimuler le caractère réactionnaire de ce pacte. En premier lieu, parce que la majorité du peuple dominicain en serait tenue à l'écart. Il y a en effet 32 % de la population active au chômage et 58 % qui est soit au chômage soit en situation de sous-emploi. Toutes ces personnes sont mises sur la touche par la droite, qui ne cherche qu'un accord avec une minorité au détriment de la majorité. Ainsi, même au cas où elle obtiendrait la signature d'un pacte qui se traduise par le réajustement des salaires, cela ne modifierait en rien la situation sociale de la grande masse du peuple dominicain, et encore moins la situation économique. De plus, aucune centrale syndicale qui se respecte et qui tient compte des aspirations de ses membres ne pourrait souscrire à un tel accord. Il est aujourd'hui impossible de parvenir à un tel accord entre le patronat, les syndicats et le gouvernement, car les contradictions sociales sont trop accentuées pour cela. La réaction essaye donc non pas d'empêcher l'explosion sociale mais de la différer, afin de mettre à profit ce laps de temps pour tenter une ultime manœuvre.

— Quelles ont été, pour le FID, les leçons politiques et organisationnelles des événements d'avril 1984 ?

— Selon nous, le mouvement révolutionnaire n'était malheureusement pas prêt pour l'insurrection, et cela a été douloureux. On trouvait des milliers de gens dans les quartiers et les campagnes décidés à transformer cette « protesta », à l'origine organisée pour protester contre la faim et la misère, en une véritable insurrection qui en finirait avec tous les représentants de l'impérialisme et de la réac-

tion créole. Mais nous n'y étions pas suffisamment préparés, et c'est là la plus grande leçon à tirer de cette situation.

Il ne s'agit pas seulement de se plaindre de cet état de fait, mais de prendre une réelle conscience du problème posé. Jusqu'alors, nous parlions de la révolution comme de quelque chose d'abstrait, comme s'il ne s'agissait que d'une simple théorie. Nous ne nous étions pas rendus compte que de parler de la révolution, cela impliquait bien plus que tout ce que nous avons pu dire. Et que tout ce que nous avons dit jusqu'alors n'étaient qu'absurdités ou extravagances en comparaison de la responsabilité qui nous incombait. Nous sommes en effet les seuls, avec nos défauts et nos inconséquences, sur qui reposent ces responsabilités. Lorsque nous nous sommes rendus compte que le moment était venu mais que nous n'étions pas prêts à l'affronter, nous avons pris conscience que c'était là ce qui pouvait arriver de pire à un révolutionnaire.

Néanmoins, nous savons synthétiser nos propres expériences. Nous savons trébucher et nous relever. Nous savons subir un échec, nous relever et avancer de nouveau. C'est la raison pour laquelle nous ne présentons pas la mort de dizaines de camarades lors des événements d'avril 1984 comme une défaite, mais comme une grande leçon politique. Nous avons pris conscience que nous ne pouvions cesser d'assumer la responsabilité historique dont j'ai fait mention tout à l'heure. C'est pourquoi nous avons réalisé des progrès en conséquence. Il n'y a pas de doute possible, un nouvel événement spontané comparable à celui d'avril 1984 est impossible. Que personne n'ait le moindre doute quant à la nouvelle situation que nous allons contribuer à créer : ce sera un grand affrontement !

Le directeur du journal *Listin Diario*, de Saint-Domingue, s'est récemment interrogé sur l'influence des révolutionnaires lors de la journée de « protesta » organisée le 11 février 1985. Il se demandait comment il était possible que le grand commerce de Saint-Domingue, les riches propriétaires de la rue du Conde, de l'avenue Duarte, du 30 mars, qui ne veulent pourtant pas la révolution, ont

cependant soutenu un tel mouvement de « protesta » ? Ce qui s'est produit, et que ce monsieur ne comprend pas, c'est qu'il existe une nouvelle situation et que tout le monde veut se faire une carte de visite, y compris les gardes et les policiers. Car nous ne sommes plus les petits groupes de jeunes têtes brûlées qu'ils voyaient auparavant. On ne peut plus nous taxer de jeunes, car nous avons tous dépassé les 35 ans et, politiquement, nous avons mûri, ce qui est plus important.

Ainsi, la grève du 11 février 1985 est le résultat de cette évolution. Nous avons organisé une grève générale, préparée grâce à des grèves partielles, locales, régionales ou sectorielles. Notre objectif immédiat est maintenant la préparation d'une deuxième grève générale de plus grande ampleur sociale. Nous ne voulons pas organiser une nouvelle grève de 24 heures, mais une grève plus longue. Notre objectif est de synchroniser ce mouvement de « protesta » au niveau national pour convaincre progressivement le peuple que son avenir est entre ses propres mains. De ce point de vue, la République dominicaine ne ressemble pas aux autres pays d'Amérique latine. Nous avons par exemple assisté à une grève générale en Bolivie, qui a duré plus d'une semaine. Si une telle grève avait lieu en République dominicaine, le gouvernement ne pourrait plus continuer à exercer le pouvoir. Aucun gouvernement ne résisterait à une telle grève, car le peuple dominicain ne se contente pas de faire grève. Il descend dans la rue, il réclame des comptes et se fait justice lui-même.

— La constitution du FID n'a pas fini d'avoir des conséquences sur les autres forces politiques qui exerçaient ou qui exercent encore une influence sur les masses populaires. Quelles sont donc les orientations dont s'est doté le FID pour gagner à son projet les masses populaires qui continuent à être sous l'influence de ces formations bourgeoises ?

— Nous conférons un grand rôle à la Coordination nationale de masse en voie de constitution. Avec 300 organisations au niveau national et une implantation dans les dix principales provinces du pays,



elle ne va pas regrouper seulement les militants de gauche. En effet, la majorité des personnes qui composent les organisations de la Coordination ne sont pas de gauche. Dans les provinces où il existe des coordinations provinciales, des organisations chrétiennes ou sous influence du courant « officialiste » y participent (3). Ces influences idéologiques persistent, mais sur le plan politique, les masses populaires se sentent de plus en plus représentées par le FID. Au niveau idéologique, nous menons une campagne auprès de la population, qu'il s'agit de convaincre que son avenir et son destin historique reposent entre ses mains.

Les disparités entre les classes s'étant accrues, cela a provoqué l'indignation de la population et la prédispose à réagir. Je ne veux pas dire par là que la totalité des masses est sous l'influence du FID. Nous menons une lutte pour modifier la façon de penser des gens et nous espérons y parvenir à court terme.

— Les grandes mobilisations de janvier 1985 ont mis le FID à l'épreuve. Quel bilan tirez-vous de ces actions ?

— Nous avons publié à ce sujet un texte qui s'intitule « Un bilan pour l'action ». En fait, c'est plus qu'un bilan, puisqu'il définit l'orientation politique que nous allons suivre à l'avenir. Ces mobilisations du début de 1985 ont été un succès. Elles représentent la réponse du peuple dominicain à une politique anti-populaire. C'est le 28 janvier qu'ont commencé les arrêts partiels de travail. Le gouvernement a alors donné l'ordre de réprimer, pensant que les événements d'avril 1984 allaient se répéter. Mais nous n'étions pas disposés à mener des actions téméraires. Nous voulons certes mener le peuple au pouvoir, mais nous ne pensions pas le faire le 28 janvier dernier. Nous voulions articuler la « protesta », renforcer son degré d'organisation, accumuler une série d'éléments qui existent déjà pour rapprocher le moment décisif de la prise du pouvoir. C'est pourquoi, quand le gouvernement a fait descendre la troupe dans la rue, nous avons répondu par des arrêts de travail. La troupe n'a trouvé personne à combattre, car on l'a envoyée réprimer un peuple qui n'était pas descendu dans la rue. Les arrêts de travail et les mobilisations se sont conclus par une grève de 24 heures, le 11 février. Ce fut un événement politique d'importance.

Il est en effet difficile de paralyser un pays à 90 ou 95 % de son activité. Or, à Saint-Domingue, le commerce et l'industrie ont cessé de fonctionner. Même les touristes qui, avant la grève, étaient dans les hôtels, les ont ensuite désertés. Les mobilisations de janvier-février ont été le coup de semonce annonçant pour le peuple dominicain le début d'une longue période de lutte contre ses oppresseurs.

La première tâche est maintenant d'impulser la lutte des masses contre le FMI et, pour la mener à bien, il faut en préciser l'orientation. Le prochain objectif est une autre grève nationale, plus lon-

gue et plus large que la précédente. Cette action devra entraîner les nouveaux secteurs sociaux qui se sont joints aux récentes grèves. Des grèves partielles, même locales, régionales ou sectorielles, serviront à la préparation de la deuxième grève nationale, pour qu'elle soit plus largement suivie et qu'elle dure plus longtemps. Au niveau revendicatif, il faut concentrer l'action expropriatrice ou le contrôle de l'Etat contre le capital financier, et non pas contre l'ensemble du capital. Cela se traduit aujourd'hui par la nécessité d'une nationalisation du système bancaire et d'un contrôle des devises. Pour renforcer la mobilisation, il est nécessaire d'impulser la coordination à la base. Toutes les organisations populaires doivent rejoindre la Coordination nationale de masse. Les instances de base de cette Coordination doivent exister au niveau municipal, régional et national. En conclusion, nous pensons poursuivre la mobilisation dans le cadre d'un processus d'accumulation de forces et de radicalisation de la lutte.



— La radicalisation des mouvements populaires en République dominicaine est incontestable. Cependant, à deux reprises vous avez évoqué le caractère pré-révolutionnaire de la situation présente. Pourriez-vous nous préciser quels sont les éléments pris en considération par le FID pour avancer une telle caractérisation ?

— Il y a plusieurs facteurs. Les plus importants sont ceux sur lesquels nous avons insisté tout au long de cette interview, c'est-à-dire les progrès dans la coordination et l'organisation des masses populaires tout comme l'influence qu'y a ga-

gné le FID. Mais il y a autre chose. Les groupes dominants — par exemple le parti au pouvoir, le PRD —, se sont profondément discrédités aux yeux des masses, et les autres tenants du système sont dans un état encore plus lamentable. C'est un élément politique de grande importance, et c'est pourquoi l'Eglise intervient comme médiatrice, sans pour autant obtenir un accord entre les formations politiques du régime. Ils espèrent que nous nous contenterons d'une confrontation électorale avec la droite. Voici le piège dans lequel ils pensent que nous allons tomber. Le FID n'a pas encore discuté de cette question. Mais nous préférierions ne pas avoir à en débattre, notre plus cher désir étant que l'affrontement final intervienne avant cette date. Mais si cet affrontement ne se produisait pas et que nous devions débattre du problème électorale, nous le ferions plus tard. Pour l'instant, cette discussion n'est pas l'une de nos priorités.

La hiérarchie ecclésiastique est réapparue sur la scène politique, et c'est là une preuve réelle de la faiblesse du régime. Bien sûr, l'Eglise est un pouvoir idéologique du système, mais elle préfère en général se tenir loin des remous de la politique pour mieux pouvoir tromper le peuple.

Par ailleurs, les principales instances du régime, la chambre des députés et la chambre des sénateurs, connaissent une crise permanente. L'an dernier, ces structures ont passé plus de deux mois sans pouvoir siéger, car elles n'avaient même pas réussi à se mettre d'accord pour désigner un secrétaire. Pendant une période, il y avait même deux présidents dans chacune de ces chambres. Depuis le mois de novembre 1984, le projet de budget est déposé à la chambre, mais les élus n'ont pas encore réussi à réunir le quorum nécessaire pour en discuter. La République dominicaine va à la dérive, personne ne fait plus confiance aux institutions, les défenseurs du régime eux-mêmes se montrent inquiets de cette situation. Le niveau de corruption et de putréfaction atteint par ce régime est incroyable. Il n'y a plus d'autorité. Dans la ville de Santiago par exemple, cela fait un bon moment que le gouverneur ne remplit plus ses fonctions. Ou encore, la Banque centrale est devenue un simple bureau de comptabilité. Elle ne contrôle plus l'émission de la monnaie. De plus, les groupes dominants rencontrent un autre problème de fond, celui que constituent un peuple indigné par un accord anti-national et anti-populaire avec le FMI et un mouvement révolutionnaire implanté dans le mouvement de masse. Ce sont ces facteurs objectifs qui ont créé une situation différente. C'est pour cela que nous disons que nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire. Tout le monde s'accorde à dire que nous sommes au bord de l'effondrement du régime. ■

Propos recueillis par José RAMIREZ,
Paris, mai 1985.

3. Le courant officialiste représente des organisations de masse qui, comme l'Union générale des travailleurs dominicains (UGTD), sont liées au parti officiel, le PRD.

Recul du PCI aux élections du 12 mai dernier

LES élections des 12 et 13 mai derniers étaient importantes pour trois raisons. Tout d'abord, elles devaient régler le sort d'une série de conseils régionaux et provinciaux, et notamment de municipalités que les partis de gauche contrôlaient depuis dix ans et dont quelques-unes avaient connu une crise suite à la défection du Parti socialiste italien (PSI), qui avait opté pour des alliances avec les partis bourgeois centristes.

Deuxièmement, ces consultations électorales devaient permettre de vérifier si la coalition gouvernementale actuelle des cinq partis, constamment déchirée par des conflits internes et

battue à plusieurs reprises dans des votes au Parlement, était ou non en perte de vitesse sur le terrain électoral (1).

Troisièmement, dans le débat politique se posait surtout la question de savoir si le Parti communiste italien (PCI) allait réussir une deuxième fois le dépassement du score de la Démocratie chrétienne (DC), ce qu'il avait réalisé pour la première fois à l'occasion des élections européennes de juin 1984 (2).

Les résultats sont suffisamment clairs pour que le verdict du scrutin ne prête pas à confusion, comme en témoignent les élections régionales qui, du point de vue politique, sont les plus significatives (cf. tableau).

Livio MAITAN

L'ampleur des déplacements de voix par rapport aux consultations antérieures varie selon que l'on se réfère aux élections régionales de 1980, aux élections législatives de 1983, ou aux élections européennes de 1984. Il existe effectivement une frange d'électeurs dont le choix dépend de la nature des élections. Il faut noter, par exemple que, le 12 mai dernier, le PCI a obtenu 30,2 % des suffrages aux élections régionales, alors qu'il n'a atteint que 29,9 % aux élections provinciales et 27,6 % aux élections municipales. Cela n'empêche pas que des grandes tendances apparaissent assez nettement et qu'en règle générale, les motivations politiques d'ensemble pèsent plus que les motivations locales dans le vote de la majorité des électeurs.

RESULTATS ELECTORAUX (en %)

	Régionales 1980	Législatives 1983	Européennes 1984	Régionales 1985
PCI	31,5	31,2	34,5	30,2
PDUP	1,2	—	—	—
DC	36,8	32,6	33,0	35,0
PSI	12,7	11,4	11,3	13,3
PSDI	5,0	4,0	3,4	3,6
PRI	3,0	5,2	—	4,0
PRI-PL	—	—	6,2	—
PLI	2,7	3,0	—	2,2
DP	0,9	1,5	1,4	1,5
Parti radical	—	2,3	3,2	—
Verts	—	—	—	1,7
MSI	5,9	6,6	6,3	6,5
Divers	0,3	2,2	0,7	2,0

En ce sens, il est plus utile de comparer les derniers résultats électoraux avec ceux de 1983 et même de 1984, qu'avec ceux de 1980. Par ailleurs, le pourcentage des abstentions a diminué, et il y a le plus souvent eu une coïncidence entre les variations en pourcentage et les variations en chiffres absolus, ce qui permet de tirer des conclusions avec plus de certitude.

Quelles considérations est-il donc possible de faire ?

Avec 35 % des voix aux élections générales, la DC a connu une remontée certaine par rapport aussi bien à 1983 (32,6 %) qu'à 1984 (33 %). C'est elle qui, cette fois, a réalisé le dépassement du score du PCI.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le PSI, avec 13,3 % des voix aux élections régionales, a également progressé, en réalisant son meilleur score depuis 1968. Il a profité, entre autres choses, de l'absence des listes du Parti radical. Les autres formations de la coalition gouvernementale ont obtenu des résultats plus inégaux, globalement plus favorables dans le cas du Parti républicain italien (PRI) que dans celui du Parti social-démocrate (PSDI) et du Parti libéral (PLI). En d'autres termes, la DC se confirme comme la force politique décisive de la coalition gouvernementale, et le PSI comme son principal allié, ce dernier pouvant exploiter sa position particulière pour jouer dans le gouvernement un rôle qui va au-delà de sa force électorale.

Les marges de manœuvre du PSI sont encore plus grandes au niveau local. En effet, ce parti pourra être présent dans la plupart des organismes exécutifs locaux, en participant en fonction du rapport des forces aussi bien aux administrations gérées par la gauche qu'à celles que gèrent des coalitions bourgeoises. Qui plus est, la coalition gouvernementale des cinq partis sort incontestablement renforcée de ces élections et elle peut maintenant envisager sérieusement la possibilité de tenir jusqu'à la fin de la législature, en 1988, ce qui n'exclut toutefois pas que la composition du gouvernement puisse changer.

Le Mouvement social italien (MSI), d'extrême droite, maintient en gros ses positions. Mais sa moyenne nationale est le résultat de tendances régionales assez différentes. En effet, alors que le MSI re-

cule ou piétine au centre et au sud du pays, il progresse au nord. Dans la ville de Bolzano, chef-lieu d'une province du nord où la majorité de la population appartient à la minorité de langue allemande et où donc la question nationale continue à se poser sous une forme aiguë, le MSI a remporté une majorité relative de suffrages.

Les listes de Démocratie prolétarienne (DP) ont connu une très légère augmentation (+ 0,1 %) par rapport aux élections européennes de juin 1984 et sensiblement plus (+ 0,6 %) par rapport aux élections régionales de 1980, tout en restant au niveau des résultats obtenus lors des législatives de 1983 (1,5 %). DP peut toutefois renforcer ainsi sa présence, notamment dans les conseils régionaux, où elle aura désormais 9 représentants, contre 3 en 1980. La Ligue communiste révo-

1. L'actuel gouvernement italien, présidé par le socialiste Bettino Craxi, regroupe cinq partis : la Démocratie chrétienne (DC), le Parti socialiste (PSI), le Parti social-démocrate (PSDI), le Parti républicain (PRI) et le Parti libéral (PLI).

2. Cf. *Inprecor* numéro 177 du 9 juillet 1984.



lutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale, a participé aux listes de DP à la suite d'un accord politique (3). Elle a ainsi contribué au bon score de ces listes et, dans certains cas, son apport s'est avéré décisif pour assurer des élus. Cela peut être vérifié sur la base du décompte des voix préférentielles obtenues par certains de ses candidats. La LCR a eu trois élus aux conseils municipaux (deux à Vicovaro près de Rome, un à Spezzano en Calabre), et trois autres aux conseils de circonscription, à Venise, Brescia et Livourne (4).

Les Verts ont fait leur apparition dans ces élections à une échelle relativement large, bien que sous des formes assez différenciées, s'identifiant en partie avec des représentants du Parti radical. Leur score global (1,7 %) est relativement modeste, mais si l'on ne tient compte que des régions où ils présentaient des candidats, ils ont atteint 2,6 % des suffrages. Si les Verts continuent à participer aux futures élections, ils pourront alors poser quelques problèmes aussi bien au Parti radical qu'à la DP, au PSI et au PCI.

Mais l'aspect le plus important des élections du 12 mai 1985 est représenté sans aucun doute par le recul du PCI, qui a perdu 4,3 % des suffrages par rapport aux élections européennes de 1984 et descend, avec 30,2 % des voix aux régionales de 1985, à un score inférieur à celui des élections régionales de 1980 (31,5 %). Le PCI a notamment été battu dans des grandes villes où il obtenait des résultats spectaculaires depuis 1975, et même dans des communes et des quartiers ouvriers ou populaires. Il sera désormais absent des municipalités de Turin et de Rome, et fort probablement aussi de celle de Milan. La situation reste très incertaine pour lui à Gênes et à Venise. Il ne maintient ses positions de force que dans ses régions d'implantation traditionnelles, Emilie, Toscane, Ombrie, où pourtant il est aussi en perte de vitesse.

L'ASPECT LE PLUS IMPORTANT : LE RECU DU PCI

Ce recul électoral du PCI est d'autant plus grave que, d'une part, il ne correspond pas à une augmentation des abstentions et que, d'autre part, il ne se produit pas — sinon de façon tout à fait marginale — au profit de DP. Il n'est pas facile de déterminer exactement les déplacements des votes. Mais, selon la commission électorale du PCI, ce parti aurait bénéficié, par rapport aux élections de 1983, de la diminution des abstentions et des bulletins blancs ou nuls, alors qu'il aurait par ailleurs perdu des suffrages au profit du PSI, des Verts et de DP. Les Verts et DP n'auraient récupéré, à la suite d'un tel déplacement de voix, que 0,2 % des suffrages.

Le débat est maintenant ouvert, y compris dans le PCI lui-même, sur les raisons de ce que le premier commentaire du quotidien du parti définissait comme « un coup sévère ». Des facteurs différents ont sans doute joué. Dans les villes où il a géré les municipalités pendant de longues années, et notamment à Rome et à Turin,



Cortège de la LCR lors d'une manifestation pour le maintien de l'échelle mobile des salaires. (DR)

le PCI a subi une usure croissante pour avoir cédé à de multiples chantages de la part de ses alliés et du gouvernement, et pour n'avoir pas fait le choix de lutter contre le cadre contraignant imposé par l'Etat, en s'appuyant sur les mobilisations des masses. Le PCI n'a même pas riposté avec toute l'énergie nécessaire aux opérations aboutissant à son exclusion des municipalités dans des villes comme Turin et Florence. Dans la situation de crise économique actuelle, il est donc apparu aux yeux d'une partie des électeurs comme étant incapable de résoudre, au travers de sa participation à la gestion municipale, des problèmes aigus comme ceux du logement et des transports. Mais aux racines de l'échec, il y a surtout des facteurs sociaux et politiques d'ensemble.

En 1983, et encore plus dans les premiers mois de 1984, des luttes sociales et politiques massives s'étaient développées, débouchant sur la manifestation gigantesque du 24 mars (5). Le PCI y avait joué un rôle incontestable. Même les obsèques de son dirigeant Enrico Berlinguer s'étaient inscrites dans un tel cadre, car au-delà de l'hommage rendu à un leader populaire soudainement disparu, elles avaient aussi représenté une mobilisation politique énorme, extrêmement combative. Les résultats électoraux des consultations européennes de juin 1984 avaient reflété tout cela.

La période qui a suivi juin 1984, a par contre été marquée par une baisse des mobilisations et de la tension politique. Le niveau des luttes a alors été parmi les

plus bas de l'après-guerre. Le PCI, qui s'était tout d'abord efforcé de canaliser le mouvement, a ensuite contribué à le désamorcer. En même temps, il a contribué d'une façon décisive à la paralysie du mouvement de la paix. Dans un tel cadre, toutes les difficultés économiques découlant du chômage, de l'enlèvement économique, etc. ont pesé négativement du point de vue politique. Et l'idéologie conservatrice, que le mouvement ouvrier et le PCI en particulier se sont avérés incapables de contrecarrer un tant soit peu sérieusement, a semé le désarroi et provoqué le recul de secteurs des masses, récupérés par des partis bourgeois, et notamment la DC. Il est significatif, entre autres, que pour la première fois depuis de longues années, l'Eglise se soit aussi activement mobilisée contre le PCI.

Il serait néanmoins erroné de tirer de ce tableau des conclusions sommaires dans un sens essentiellement négatif. La situation politique italienne reste caracté-

3. Cf. *Inprecor* numéro 195 du 29 avril 1985.

4. Les circonscriptions sont des subdivisions des communes dans les grandes villes. Il faut toutefois préciser qu'à Spezzano, la LCR participait à une liste électorale sous un signe différent que celui de DP. A Vicovaro, suite au refus de la section locale de DP d'appliquer correctement l'accord électoral national passé avec la LCR, cette dernière a réalisé un accord électoral local avec le PCI, qui a pour sa part obtenu trois élus.

5. Cf. *Inprecor* numéro 170 du 2 avril 1984.

risée par son instabilité, aussi bien sociale que politique, et le mouvement ouvrier dispose encore des forces nécessaires pour contrecarrer l'offensive de ses adversaires, voire esquisser une contre-attaque. La campagne pour le référendum du 9 juin en est une première occasion (cf. encadré).

Finalement, l'échec électoral du PCI a provoqué des débats très vifs et des différenciations publiques en son sein. D'un côté, le sénateur Napoleone Colajanni s'est lancé dans une critique ouverte de l'orientation actuelle du PCI à partir d'un point de vue de droite. Il en est arrivé jusqu'à proposer le remplacement du secrétaire national du parti, Natta, par le diri-

geant syndical Lama, lequel a décidé de se retirer de la direction de la centrale syndicale CGIL au congrès de cette dernière, qui aura lieu dans quelques mois. Il est évident que Colajanni n'aurait jamais fait une telle déclaration sans l'accord d'autres dirigeants du parti plus haut placés que lui. D'autres ont déjà fait entendre un son de cloche différent, déjà pendant la campagne électorale. C'est par exemple le cas, à Rome, de l'ancien dirigeant de la CGIL, Scheda.

Quant à la Fédération des Jeunesses communistes (FGCI), son secrétaire a donné une entrevue au quotidien *Paese Sera*, qui est désormais le porte-parole d'éléments critiques de l'orientation ac-

tuelle du parti, en déclarant que le recul du parti devait être attribué à l'inefficacité de l'action des municipalités de gauche dans la dernière période et à la chute des mobilisations de masse par rapport à 1984. Pour sa part, Natta a esquisé une autocritique qui pourrait amener à une rectification de l'orientation d'ensemble du parti. Il a notamment reconnu qu'« à une échéance immédiate et en tant que solution politique, l'alternative démocratique est apparue comme étant dépourvue de consistance et de possibilités concrètes ».

Livio MAITAN,
24 mai 1985.

L'analyse de la LCR sur le référendum du 9 juin

Nous publions ci-dessous une déclaration de la LCR, section italienne de l'IVE Internationale, sur les résultats du référendum du 9 juin dernier. Ce référendum, dont l'initiative revenait au PCI et qui visait à supprimer un décret-loi gouvernemental de février 1984 portant sur une réduction temporaire des effets de l'échelle mobile des salaires, a représenté un succès de la coalition gouvernementale des cinq partis : 54,3 % des électeurs ont voté « non », s'exprimant en faveur du maintien de la mesure gouvernementale, et 45,7 % ont voté « oui », à savoir en faveur de la thèse défendue, en plus du PCI, par DP et le MSI. Le fait que deux des trois centrales syndicales — la CISL et l'UIL — aient appelé à voter « non », et que la même attitude ait été prise par la composante socialiste de la CGIL, a sans aucun doute contribué à ce résultat.

Il faut toutefois souligner deux éléments. Tout d'abord, les partis appelant à voter « non » au référendum n'ont pas retrouvé totalement les 60 % des voix obtenues aux élections du 12 mai dernier. Il y a donc eu des déplacements de votes chez les électeurs qui, par ailleurs, n'ont pas toujours respecté les consignes des partis qu'ils avaient soutenus auparavant. Selon certaines analyses, une partie importante des électeurs socialistes aurait ainsi voté « oui » au référendum sur l'échelle mobile tandis que l'écrasante majorité des électeurs du MSI aurait voté « non ».

Ensuite, comme l'indiquent les résultats dans les quartiers ouvriers et populaires, la grande majorité de la classe ouvrière a voté en faveur du « oui », de même que les masses pauvres, paysannes, plébéiennes ou petites bourgeoises du sud du pays.

La victoire du « non » au référendum du 9 juin constitue un échec sérieux pour le mouvement ouvrier et les forces d'opposition. Cet échec est d'autant plus grave qu'il survient après les résultats des élections du 12 mai dernier, favorables au gouvernement et au patronat. Maintenant, la victoire du « non » va renforcer la politique anti-ouvrière et anti-populaire de la coalition gouvernementale des cinq partis, donner une légitimité à la méthode, prônée par le Premier ministre Bettino Craxi, d'imposer des décisions à tout prix, et ouvrir le chemin à de nouvelles attaques, comme le confirme la dénonciation de l'accord de 1975 sur l'échelle mobile par le président de l'organisation patronale avant même que ne soit connue l'issue du scrutin référendaire.

La victoire du « non » n'était pas acquise d'avance, même après les résultats des élections du 12 mai. Elle n'est devenue inévitable qu'à la suite d'une combinaison de facteurs, dont en premier lieu l'inertie politique du PCI, pour tant promoteur du référendum.

Le front des partisans du « non » s'est mobilisé résolu-

ment, en impulsant une campagne idéologique et politique virulente. Il a imposé son monopole dans l'utilisation de la télévision et il a eu recours à toutes les armes du chantage et de l'intimidation politiques. La présence dans ses rangs d'un secteur syndical assez large a incontestablement favorisé son œuvre de division et de confusion parmi les électeurs ouvriers et populaires, et facilité ainsi le résultat négatif du référendum.

Or, l'action résolue et violente des partisans du « non » n'a pas été contrecarrée par une mobilisation adéquate des partisans du « oui », par une organisation dès le début de leur campagne, par l'expression claire d'une volonté d'exploiter leur victoire éventuelle au référendum pour affirmer des perspectives favorables aux travailleurs. Le PCI notamment, après avoir promu le référendum, s'en est dissocié dans la pratique, cherchant une médiation jusqu'à dix jours avant le vote et menant finalement que très faiblement sa campagne pour le « oui ».

Après l'échec du 9 juin, une réflexion s'impose dans le mouvement ouvrier et syndical. Mais il est en même temps nécessaire d'organiser tout de suite une ligne de défense contre les nouvelles attaques dont fait partie la dénonciation patronale de l'accord de 1975 sur l'échelle mobile. Cette tâche doit être accomplie avant tout par les conseils d'usine et les secteurs syndicaux de gauche, qui doivent organiser à la base une mobilisation unitaire de tous les travailleurs, sans perdre du temps dans l'attente de décisions impossibles de la part des confédérations syndicales.

Déclaration du secrétariat politique de la LCR,
Milan, 10 juin 1985.



« L'inflation est une arme des patrons. » (DR)

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ILE DE LA REUNION

Création d'un collectif anti-apartheid

Située à seulement 2000 kms des côtes de l'Afrique du sud, l'île de la Réunion sous domination coloniale française, entretient de nombreuses relations commerciales avec le régime de l'apartheid. Une fraction de la bourgeoisie coloniale tire profit de ce commerce honteux. Ainsi l'Afrique du sud est le quatrième fournisseur de l'île, et assurait en 1983 15,2% des importations en produits agricoles, 7,4% de ses importations énergétiques (essentiellement du pétrole) et 8,3% des importations de biens intermédiaires. Au total ce sont 44% des importations en provenance de la région et 4% du total des importations réunionnaises qui proviennent du régime raciste.

La constitution en novembre dernier d'un collectif anti-apartheid (CAR) est donc de bonne augure pour la mobilisation des masses réunionnaises contre la politique raciste du régime de Prétoria et en défense des forces qui luttent dans ce pays contre l'apartheid et l'exploitation. D'autant que ce collectif dispose déjà d'une certaine représentativité puisqu'il est soutenu par une assez large palette d'organisations syndicales et culturelles : l'Association des chômeurs de la Réunion (ACR), un comité d'action lycéen, la CGTR, la CGT-PTT, la CFDT, la Fédération des étudiants de l'Océan indien (FEOI), le Mouvement antifasciste et antiraciste de la Réunion (MAFAR), Solidarité océan indien (SOI), l'Union des femmes de la Réunion (UFR), le groupe culturel Ziskakan etc..

Dans son projet de plate-forme soumis à la discussion des organisations du mouvement ouvrier, culturel, syndical et populaire de l'île de la Réunion, le collectif anti-apartheid se propose comme objectif de « freiner l'expansion de l'apartheid et de soutenir les militants anti-apartheid sud-africains ». Pour cela il réclame du gouvernement français qu'il rompe ses relations diplomatiques avec l'Afrique du sud et s'engage dans un boycott effectif. « Les administrations ne devraient plus acheter des produits exportés par les firmes sud-africaines. Les fédérations sportives devraient boycotter les équipes racistes et rencontrer les associations de sport non-raciales. Les élus de la Réunion doivent prendre position. Toutes les relations culturelles avec les partisans de l'apartheid doivent

être suspendues. » affirme ce document. Il précise par ailleurs comme axe concret de mobilisation : la lutte contre les investissements sud-africains, l'arrêt des relations entre les chambres de commerce des deux pays, la mobilisation contre l'établissement d'une seconde ligne aérienne hebdomadaire avec l'Afrique du sud, l'interdiction de séjour à la Réunion des représentants des églises racistes sud-africaines.

Ce collectif anti-apartheid s'est déjà illustré par son dynamisme. Une pétition dénonçant le régime d'apartheid a recueilli près de 1000 signatures en quelques semaines et le 20 décembre dernier, date anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, un rassemblement de lutte contre le racisme et l'apartheid a regroupé environ un millier de participants. Les militants de ce collectif anti-apartheid ont aussi pris en charge une intervention sur ces thèmes dans différents rassemblements syndicaux (fête du 1er mai de la CFDT, congrès de la CGTR...).

Au mois de mai dernier, le collectif anti-apartheid a participé au festival international de la jeunesse de l'Océan indien, au cours duquel a été inauguré à Saint Louis, municipalité gérée par le Parti communiste réunionnais, une place Nelson Mandela, du nom du plus vieux prisonnier politique du régime sud-africain. Enfin, à la mi-juin une initiative de commémoration du 9ème anniversaire des événements de Soweto a donné lieu à une manifestation dans la ville de Saint Denis et à un sit in aux flambeaux devant le consulat sud-africain, rassemblement qui eut droit à un écho dans les media locaux et qui se clôtura par une soirée culturelle. Une activité exemplaire pour rappeler que les élus locaux réactionnaires, les Debré, Barre et consorts se sont toujours accommodés des liens économiques et politiques entre la Réunion et le régime raciste sud-africain. ■

GRANDE-BRETAGNE

Campagne pour l'amnistie des mineurs grévistes

La campagne pour l'amnistie des mineurs britanniques licenciés et emprisonnés lors de la grève de 1984-1985 bat son plein. Les messages de soutien et les dons émanant du mouvement ouvrier international doivent être envoyés au plus vite. En effet, six-cent soixante et onze mineurs n'ont toujours pas été réin-

tégrés à leur poste de travail et quatre-vingts mineurs sont toujours en prison.

Les députés travaillistes de gauche du « Campaign Group » ont décidé d'introduire un projet de loi d'amnistie devant les Communes qui viserait à annuler les procédures judiciaires contre tous ceux qui ont été condamnés à une amende ou emprisonnés pour leur participation à la grève. Ce projet de loi n'a aucune chance d'être adopté actuellement, mais les députés travaillistes espèrent qu'il pourra servir d'axe de bataille pour une campagne d'ensemble du Parti travailliste et des syndicats. Entre temps, un comité parlementaire a fait connaître ses critiques à peine voilées du patron des Charbonnages britanniques face à l'intransigeance de ce dernier et à son refus catégorique de réintégrer les mineurs concernés.

Dans la plupart des régions, le Syndicat national des mineurs (NUM) intervient au côté des comités de soutien qui mènent campagne pour l'amnistie. Les militantes de « Femmes contre les fermetures de puits » en font leur campagne centrale.

Les dons peuvent être envoyés au Fonds de solidarité des mineurs, numéro de compte 30 000 009, Co-op Bank plc, West Street, Sheffield, Grande-Bretagne. ■

BELGIQUE

Rencontre antifasciste à Anvers

Depuis 15 ans, il existe à Anvers un Front antifasciste (AFF). Ce front est exemplaire à plusieurs points de vue. Tout d'abord, au niveau de sa composition, puisqu'il regroupe des centrales syndicales sauf les syndicats chrétiens, tous les partis politiques qui se revendiquent de la classe ouvrière, et toute une série d'organisations d'immigrés, culturelles, de jeunes, de femmes, etc. Ce sont au total plus de soixante organisations qui y participent. Ce front assure une information régulière sur tout ce qui concerne le fascisme, le racisme, les atteintes aux droits démocratiques, et n'hésite pas à appeler à des mobilisations pour s'opposer aux manifestations fascistes.

Ce front antifasciste organise, en septembre prochain, sous l'appellation « Projekt 1945-1985 », une manifestation internationale contre le fascisme et le racisme, à l'occasion du 40ème anniversaire de la libération d'Anvers à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cette manifestation aura lieu le week-end du 6 et 7 septembre, date à laquelle auront également

lieu les festivités annuelles organisées par la ville.

Le Front antifasciste espère accueillir à cette occasion des groupes et des personnalités antifascistes et antiracistes de tous les pays du Marché commun. Le vendredi 6 septembre 1985 sera organisé un colloque sur la lutte contre le racisme et le fascisme en Europe occidentale. Le lendemain, le samedi 7 septembre sera consacré à une activité sous forme de groupes de travail sur les thèmes suivants : éducation, enseignement et fascisme ; racisme et fascisme ; médias et fascisme ; sport et fascisme ; attaques contre les droits sociaux et syndicaux et fascisme ; femmes et fascisme ; lesbiennes, homosexuels et fascisme ; la « nouvelle droite » ; témoignages. Cette journée sera clôturée par un meeting international antifasciste. Les délégations des différents pays seront invitées à aider à animer ces différents groupes de travail pendant la journée.

Cette initiative du Front antifasciste d'Anvers est intéressante, notamment dans la mesure où elle permettra d'établir des liens entre les différents fronts, structures, groupes qui, en Europe occidentale, agissent contre le fascisme et le racisme. Les lecteurs d'*inprecor* peuvent aider au succès de cette manifestation en transmettant cette information aux organisations concernées de leur région.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à : Anti Fascistisch Front, c/o Sanderusstraat 15, 2 000 Antwerpen, Belgique. Téléphone : 03/237 60 43. ■

SUISSE

Congrès des JSR : priorité à l'antimilitarisme

Les 11 et 12 mai derniers s'est tenu à Bienne le second congrès des Jeunes socialistes révolutionnaires (JSR), organisation de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale. Il s'est agi avant tout d'un congrès de précision des objectifs et des moyens d'interventions de cette organisation, d'une rencontre d'échange d'informations et de bilan du travail effectué par les JSR sur ces deux dernières années.

Le soutien à l'initiative « Pour une Suisse sans armée » et la campagne contre la droite réactionnaire de « Droit à la vie » se sont trouvés au centre des discussions menées dans deux groupes de travail différents. Le débat sur le soutien à l'initiative antimilitariste a d'abord concerné les moyens d'y renforcer l'intervention des JSR. Au centre de la réflexion se trouve le besoin de concrétiser cette mobilisation dans des actions concrètes contre des projets actuels de militarisation pour gagner de nouvelles couches de jeunes à une résistance active contre l'armée.

La discussion du congrès a aussi porté sur la nécessité de préciser les

positions des JSR dans le débat sur la paix qui traverse le « Groupe pour une Suisse sans armée ». Le congrès est tombé d'accord pour faire de cette campagne la priorité d'intervention des JSR.

D'autres débats ont eu lieu, notamment sur les thèmes comme la sexualité, la famille... qui doivent être mieux intégrés aux activités des JSR à l'avenir. *La Brèche*, organe du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, note à propos de ce congrès dans son édition du 22 juin : « Certains critiquent notre faible intervention dans la lutte écologique. Une rencontre nationale des JSR sur ce thème a été proposée. Le travail apprenti et étudiant ainsi que les campagnes contre le racisme et la répression animèrent d'autres débats ».

Une soirée « Rock contre le racisme » a rassemblé le 11 mai plus de 200 jeunes. Et des représentants de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19) sont venus apporter leurs salutations au congrès. ■

EUROPE

Camp international de la jeunesse révolutionnaire

Du 21 au 28 juillet 1985, les JCR de France, Rebel de Hollande, la JGS de Belgique, les JCR de l'Etat espagnol, Rivoluzione d'Italie, Revolution de Grande-Bretagne, les JSR de Suisse, les Taupes Rouges de RFA, des militants jeunes du Luxembourg, du Danemark, de Suède, du Portugal, organisent ensemble un camp international de la jeunesse dans le sud-ouest de la France. Plus de 500 jeunes sont attendus pour discuter de la situation des jeunes en Europe, du chômage, du racisme, des risques de guerre et de la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires pour combattre ces fléaux.

Des groupes de discussions seront organisés sur les jeunes et la crise, le surarmement, l'écologie, l'extrême droite, la sexualité, l'oppression des femmes... et tous les autres thèmes proposés. Pour animer et enrichir ces discussions, des représentants de syndicats, d'associations de mouvements politiques sont invités. Des délégations des sections de la IVe Internationale des autres continents seront aussi présentes. Des camarades du Japon, des Etats-Unis et d'Amérique latine sont attendus.

Des jeunes de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19) du Nicaragua seront là pour expliquer comment la jeunesse a pris son avenir en main en abattant le dictateur sanguinaire Anastasio Somoza et en construisant le socialisme malgré les agressions permanentes de l'impérialisme américain. Des membres du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS) seront également là pour faire part de la lutte qu'ils mènent pour l'indépendance, contre la domination de

l'impérialisme français et des colonialistes en Nouvelle-Calédonie.

Il y aura aussi des activités de détente et de loisirs : baignade, volley, danse, sériographie, photo, échecs, foot, self-défense, promenade... Le soir des groupes de musique, rock, folk...seront chargés de l'animation.

Le camp international d'été c'est une très bonne occasion de rencontrer d'autres jeunes qui, au-delà des frontières, mènent le même combat.

Il est encore temps de s'inscrire pour le camp international de la jeunesse des 21 et 28 prochains en s'adressant aux JCR, 9 rue de Tunis, 75011 Paris. ■

GUADELOUPE

Liberté pour Jean-Marie Morentin

Jean-Marie Morentin, employé d'une grande surface « Mammouth », délégué syndical du Mouvement d'action syndicale unifié (MASU) et militant du Groupe Révolution Socialiste (GRS), la section antillaise de la IVe Internationale, est en prison, en Guadeloupe, depuis deux mois. Son incarcération sur demande du parquet fait suite à une inculpation survenue il y a plusieurs mois. Jean-Marie Morentin est accusé de tentative de vol aggravé contre une armurerie. Comme le note *Révolution socialiste*, organe du GRS, du 25 mai dernier « aucune preuve sérieuse ne peut être avancée contre lui et pourtant il a été non seulement inculpé, mais emprisonné ».

Cette inculpation et l'arrestation de Jean-Marie Morentin fait suite aux lourdes condamnations des militants du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI) et aux diverses autres inculpations et arrestations de militants anticolonialistes. Cette pratique judiciaire détonne avec le traitement réservé aux patrons et autres békés comme Viviés et Audebert, inculpés d'abus de biens sociaux, ou Bicharra, inculpé de tentatives d'escroquerie, avec apparemment des preuves à l'appui et qui ont pu être libérés. L'inculpation et l'incarcération de ce militant révèle la volonté du colonialisme de briser une fraction du mouvement indépendantiste. Comme l'affirme *Révolution socialiste*, « la libération de Jean-Marie dépend de la mobilisation qui sera engagée pour l'exiger ». En attendant, on peut lui écrire pour manifester sa solidarité anticolonialiste à l'adresse suivante : Jean-Marie Morentin - Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre, rue Léthière - 97110 Pointe-à-Pitre.

Mais l'incarcération de Jean-Marie Morentin a aussi d'importantes conséquences pour sa famille, sa femme ne travaillant pas et ayant de grandes difficultés à trouver un emploi dans un pays où le taux de chômage est si important. Il est donc aussi nécessaire d'apporter un soutien financier en appui à la famille de ce militant et pour assurer les frais de sa défense. ■

Liberté pour Frasyuniuk , Lis et Michnik

Le procès qui a abouti à la condamnation de Wladyslaw Frasyuniuk (trois ans et demi de prison), Bogdan Lis (deux ans et demi de prison) et Adam Michnik (trois ans de prison) est tristement exemplaire à plus d'un titre, par les conditions de sa tenue, les accusations retenues et la personnalité des condamnés.

Ce procès fut un modèle d'arbitraire d'abord par son déroulement. Les trois accusés ont été constamment interrompus par un président musclé, qui a profité de chaque occasion pour les exclure des débats. La presse étrangère n'a pu assister au procès. Les avocats ont été fouillés, on leur a confisqué à plusieurs reprises



Bogdan Lis. (DR)

leurs notes et ils n'ont pu s'entretenir avec leurs clients qu'à la suite de protestations répétées. Ce procès a eu lieu de fait à huis clos, seuls les parents les plus proches des accusés ayant pu pénétrer dans la salle d'audience, remplie par des policiers en civil. Lorsque l'un des avocats, Me Jan Olszowski, déclarait à la sortie de l'audience que ce procès lui « rappelait les pires procès de la période stalinienne », ce n'était pas là seulement un effet de style.

Les accusations retenues contre Frasyuniuk, Lis et Michnik illustrent bien la démarche du pouvoir. Fondée sur les seuls témoignages de la police politique et sur les écoutes téléphoniques des accusés et de leurs amis, elles mettent en évidence non pas des actes réellement commis, mais des procès d'intention. Frasyuniuk, Lis et Michnik ont été accusés d'avoir « participé à la direction et aux activités d'une organisation illégale dénommée Commission provisoire de coor-

dination (du syndicat Solidarité ndlr) dans le but de provoquer des troubles publics en organisant, au mépris de la loi, une grève de protestation de quinze minutes le 28 février 1985 »(1). Outre le fait, connu de tous, qu'aucun des trois n'était membre de cette instance lors de leur arrestation, l'instance en question avait de plus annulé ce mot d'ordre de grève. L'accusation retient contre Frasyuniuk sa participation avec ses anciens camarades de travail de l'entreprise des transports en commun de Wroclaw à une rencontre qui s'est déroulée en août 1984 dans l'enceinte même de l'entreprise où Frasyuniuk voulait reprendre son travail à sa sortie de prison. Contre Lis a été retenu le « fait » d'avoir envisagé des contacts avec des militants clandestins de Solidarité et d'avoir déclaré aux fonctionnaires de la Sûreté qu'il n'avait pas modifié son opinion sur la situation en Pologne et comptait agir en conséquence. Tous les trois se sont vus reprocher des rencontres avec d'autres anciens dirigeants du syndicat, au cours desquelles ils auraient discuté de la situation du niveau de vie et de la hausse des prix. Il faut noter que les autres participants à ces rencontres, dont Lech Walesa, n'ont pas été inquiétés. Quant au fait qu'un arrêt de travail d'un quart d'heure pourrait constituer un « trouble de l'ordre public », cela qualifie suffisamment en soi la nature des accusateurs. L'arbitraire de ce procès est ainsi manifeste dès la lecture de l'acte d'accusation.

Depuis janvier 1985, la dictature polonaise a de nouveau accentué la répression, et plus de 200 prisonniers politiques se trouvent actuellement dans ses geôles. Mais l'arrestation et la condamnation de trois personnalités syndicales de premier plan a valeur de symbole pour le régime. Il prétend démontrer que nul, quel que soit sa renommée, n'est à l'abri de l'arbitraire. Frasyuniuk et Lis, deux dirigeants nationaux élus de Solidarité, qui furent par la suite membre de la direction clandestine du syndicat, emprisonnés puis libérés après l'amnistie de juillet 1984, font partie des militants les plus populaires. Il en est de même de Michnik, ancien animateur du KOR, expert de Solidarité, emprisonné à de nombreuses reprises pour son action en faveur des libertés démocratiques et des droits des travailleurs. Au travers de leurs personnes, c'est une nouvelle fois Solidarité qui est condamné, c'est la révo-



Adam Michnik. (DR)

lution polonaise que Jaruzelski voudrait exorciser.

Ces condamnations iniques appellent une réponse des travailleurs du monde entier, et en premier lieu du mouvement syndical. Par sa détermination à défendre les emprisonnés politiques en Pologne, celui-ci doit grâce à ses actions et à ses prises de position s'opposer efficacement à l'arbitraire anti-ouvrier dans ce pays. Il est de la responsabilité des militants marxistes révolutionnaires que ces protestations soient les plus importantes et les plus unitaires possibles. ■

Cyril SMUGA,
19 juin 1985.

1. L'acte d'accusation ne mentionne pas le nom de Solidarité, quitte pour cela à être contraint d'amputer le nom d'une de ses instances.

Wladyslaw Frasyuniuk. (DR)

